

***l'Anti*capitaliste**

n°612 | 21 avril 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



CONSTRUISSONS LA RIPOSTE SOCIALE

Dossier

**FACE À LA POSSIBILITÉ
DU PIRE, RIPOSTE SOCIALE
ET ANTIFASCISTE!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Première condamnation de
Deliveroo pour travail
dissimulé Page 2

PREMIER PLAN

États-Unis-UE. Protéger le
climat? Pas maintenant
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Soudan. Une mobilisation
toujours présente
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Résolution de solidarité avec
le peuple ukrainien contre
la guerre de Poutine Page 12



Par ROBERT PELLETIER

Première condamnation de Deliveroo pour travail dissimulé

En mars dernier, une centaine de livreurEs s'étaient portés partie civile devant le tribunal correctionnel dans un procès engagé contre la plateforme de livraison Deliveroo suite à de multiples procédures de l'inspection du travail. Le verdict est tombé le 19 avril : 375 000 euros d'amende et un an de prison avec sursis pour deux anciens dirigeants, quatre mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende pour un troisième cadre, et 50 000 euros de dommages et intérêts à verser aux cinq organisations syndicales parties civiles. Pour la présidente du tribunal, le « délit de travail dissimulé » est établi. Alors que Deliveroo prétendait qu'elle ne faisait que « mettre en relation » des clientEs, restaurateurEs et livreurEs, et démentait « tout lien de subordination », les témoignages d'une dizaine de livreurEs, attirés par les promesses de « liberté » et de « flexibilité », ont mis en évidence la réalité de conditions de travail d'un autre âge, notamment en ce qui concerne le temps de travail et l'omniprésence d'un employeur organisant et contrôlant le travail grâce à la géolocalisation et administrant des sanctions. Ce qui est condamné c'est la duperie de l'image du travailleur prétendument libre qui ne sert qu'à masquer la dictature patronale, toujours en recherche d'une plus grande rentabilité. Un premier succès qui reste à consolider par une évolution de la loi. Peu probable que Le Pen ou Macron s'engage de leur plein gré sur cette voie. Comme d'autres combats, celui-ci reste devant elles et eux pour touTEs les ubériséEs... et touTEs les ubérisables. Contre l'exploitation sans vergogne, la lutte continue !

BIEN DIT

Alors que le vote est réputé secret, les sondages heurtent ce principe. Avec la baisse de leur coût depuis vingt ans, ils se sont multipliés et prennent le pas sur les programmes politiques, donnant l'impression que l'élection est un pari sur le « cheval » gagnant.

VALÉRIE CHAROLLES (philosophe), liberation.fr, 16 avril 2022.

À la Une

Pas une voix pour Le Pen Construisons la riposte sociale

10 jours après le premier tour de la présidentielle et à quelques jours du second, force est de constater que les tendances à la polarisation observées le 10 avril se sont confirmées. L'urgence est à la mobilisation contre Le Pen, qui ne doit pas obtenir une voix de notre camp, mais aussi à la préparation des batailles sociales à venir.

Les résultats du premier tour ont exprimé à la fois un rapport de forces dégradé et une polarisation, certes déformée par le mode de scrutin particulièrement antidémocratique, dans la situation politique avec, d'un côté un bloc réactionnaire dirigé par Le Pen, de l'autre un bloc de classe dirigé par Mélenchon, et un centre en équilibre instable autour de Macron. Macron a su consolider une base sociale derrière lui, « la France qui va bien », qui représente les intérêts de secteurs entiers de la grande bourgeoisie appuyée sur les couches moyennes qui structurent l'appareil d'État, l'encadrement des grandes entreprises et des services publics, l'encadrement des forces de répression, une partie de la petite bourgeoisie économique. Tous ces secteurs de la population vivent mieux qu'avant, ont profité du confinement et des centaines de milliards d'euros distribués. Ils constituent le socle de la domination de la bourgeoisie.

Le rejet de Macron

Une large partie de la population rejette violemment Macron et ce qu'il représente. Mais ce rejet n'est pas uniforme. D'un côté, dans les franges petites bourgeoises et décomposées, il y a la consolidation d'un courant d'extrême droite, avec des tendances fascistes affirmées et d'autres plus gestionnaires. L'accès au pouvoir de Marine Le Pen est désormais possible, ce qui représenterait un saut qualitatif dans la construction d'un pouvoir autoritaire, raciste et violemment antisocial, et un progrès pour les courants fascistes existants.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

De l'autre côté, le score de Mélenchon est très élevé, en particulier dans les quartiers populaires et les villes ouvrières. Il s'agit d'une orientation réformatrice renouvelée, plus radicale que ce qu'incarnait le PS depuis 1983. L'Union populaire conserve les mêmes ambiguïtés que la gauche a toujours eues depuis des décennies, qui conduisent, dans l'exercice du pouvoir, à une gestion du système de moins moins redistributive en direction des couches pauvres et des travailleurEs. Toutefois, à l'heure actuelle, elle représente une grande partie des classes populaires, et contribue à la prise de conscience à grande échelle pour notre classe sociale de ses intérêts face à ceux des puissants et des riches.

Le danger de l'extrême droite

Face au danger que représente la prise des institutions de la

5^e République par un parti d'extrême droite, nombreux sont celles et ceux qui se sont résolus au vote Mélenchon dans les derniers jours de la campagne. Cela n'a pas suffi pour éliminer Marine Le Pen. L'option Le Pen, bien que minoritaire dans la bourgeoisie, pourrait bénéficier du rejet populaire de Macron, et la période est dominée par l'affrontement entre deux blocs réactionnaires soutenus par deux fractions différentes de la bourgeoisie française. Une victoire électorale de l'extrême droite n'est pas à exclure le 24 avril prochain.

Il reste quelques jours pour construire une mobilisation massive contre l'extrême droite, regroupant toutes celles et ceux qui, dans les classes populaires, ont bien conscience du danger qu'elle représente. Mais il existe aussi une frange qui, par haine de Macron, voit d'un bon œil une

victoire de Le Pen, voire pense voter pour elle. Il est ainsi essentiel de s'adresser à cette frange et de rappeler, sans concession, le danger spécifique que représente l'extrême droite. Une victoire de Le Pen serait bien pire encore qu'un nouveau quinquennat de Macron, avec des sauts qualitatifs sur le terrain du racisme et de l'autoritarisme. Cela libérerait par ailleurs les classes réactionnaires et les groupes fascistes.

Empêcher Le Pen d'accéder au pouvoir

C'est pourquoi, dans les classes populaires, pas une voix ne doit se porter sur Le Pen, afin que celle-ci soit battue dimanche 24 avril. Dans ce cadre, nous savons que certainEs utiliseront le bulletin « Macron » pour la dégager, pendant que d'autres choisiront de boycotter ce deuxième tour biaisé. L'essentiel n'est pas de se déchirer entre nous sur ce vote, mais de mettre l'ensemble de notre camp social en mouvement pour empêcher l'accession de l'extrême droite à l'Élysée, et pour préparer les nécessaires combats à venir. Dans cette situation, des réactions ont lieu, dans la jeunesse, dans les lieux de travail et les quartiers populaires, contre l'extrême droite et les politiques libérales. Des réunions unitaires de toute la gauche demeurent nécessaires pour construire la suite : contre l'extrême droite, pour les luttes sociales, et pour discuter de comment reconstruire un projet d'émancipation. Et d'ici là, un seul mot d'ordre : Pas une voix pour Le Pen ! Construisons la riposte sociale !

ÉTATS-UNIS-UE

Protéger le climat ? Pas maintenant

Le gaz liquéfié et la fracturation hydraulique sont soudain considérées comme des technologies d'avenir.

La demande européenne provoque un boom inattendu. En raison de la guerre en Ukraine, les exportations de gaz liquéfié en provenance des États-Unis doivent « libérer » l'Union européenne des importations en provenance de Russie. C'est en tout cas ce que prévoit la « déclaration sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique européen » annoncée (le 25 mars 2022) par Joe Biden et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

Réhabilitation de la fracturation

Seulement, il est difficile de concilier la rhétorique et le souhait avec la réalité de l'économie gazière des États-Unis. Les capacités de production de gaz naturel liquéfié, le « Liquefied Natural Gas », posent problème. Pour l'Allemagne, ce sont surtout les questions de coût et de financement qui sont en question. La méthode d'extraction du « fracking », même controversée aux États-Unis, est en tout cas « réhabilitée ».

Pour le plus grand producteur de gaz liquide, Cheniere Energy, basé à Houston au Texas, et le reste de l'industrie gazière, c'est une bonne nouvelle. L'invasion russe donne des ailes aux intérêts fossiles aux États-Unis. Le magazine économique *Fortune* a cité une analyste de la société de conseil Rystad Energy, « l'opportunité pour le gaz liquéfié américain », c'est l'un des « rares points positifs » de cette situation tragique en Ukraine. Les États-Unis sont parfaitement préparés pour

« aider les nations européennes et autres à satisfaire leurs besoins énergétiques », promet également dans *Fortune* Mike Sommers, président de l'association du secteur, l'American Petroleum Institute. L'industrie espère obtenir des avantages, notamment dans l'État de Pennsylvanie, où l'on procède à une fracturation massive des roches de schiste. L'invasion de l'Ukraine a incité les politiques républicains à demander un assouplissement des règles environnementales, écrit

Un monde à changer

UNE DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION DES FEMMES POUR JÉRUSALEM.

L'occupation israélienne bafoue les lois et les traités internationaux en poursuivant ses attaques contre le peuple palestinien, les lieux saints et la mosquée al-Aqsa.

L'association des femmes pour Jérusalem (Amman) lance un appel à toutes les associations et les institutions juridiques et humanitaires, ainsi qu'à tous les peuples du monde, leur demandant d'assumer leurs responsabilités morales, d'agir contre les crimes israéliens et d'affirmer leur soutien au peuple palestinien victime des crimes commis par l'occupation israélienne. Une fois de plus, l'occupation israélienne franchit toutes les lignes et bafoue les lois et les traités internationaux, en agressant la ville de Jérusalem. L'attaque de la mosquée al-Aqsa, au matin du vendredi 15 avril 2022 est un nouveau crime commis par l'armée israélienne contre les fidèles pacifiques venus prier dans cette mosquée au cours du mois de Ramadan. Cette agression qui a montré le vrai visage de l'État de l'apartheid israélien, s'est soldée par 158 Palestiniens blessés et l'arrestation de plusieurs centaines de fidèles. Au même moment, les Palestiniens assistent à une accentuation des attaques contre leurs terres qui sont confisquées, contre leurs maisons qui sont démolies, contre les enfants qui sont arrêtés, et la multiplication des

colonies et le blocus de Gaza. Nous assistons à une politique systématique d'expulsion du peuple palestinien et à un processus d'épuration ethnique. Tout ceci se déroule dans le silence du monde entier.

Lorsque nous comparons les événements qui ont lieu en Ukraine avec ceux en Palestine, nous constatons que le monde occidental a déclaré l'état d'urgence et mobilisé tous ses moyens, militaires et médiatiques, lorsque l'armée russe est intervenue en Ukraine. Pourquoi ce monde reste-t-il silencieux face aux violations et aux crimes de l'occupation israélienne contre les Palestiniens ? Où est la justice à laquelle se réfère la communauté internationale ?

Où est la communauté internationale, ses traités et ses lois, face aux violations et crimes commis par l'État de l'occupation contre la ville de Jérusalem, et les lieux saints arabes, musulmans et chrétiens ?

Où sont les associations internationales des droits humains ?

Le double standard doit immédiatement cesser ! Notre association des femmes pour Jérusalem demande à la communauté internationale d'intervenir et de faire pression sur l'occupation israélienne, pour faire cesser ses agressions contre le peuple palestinien, et contre les lieux saints historiques, musulmans et chrétiens.

PAS UNE VOIX POUR LE PEN

Dans la rue contre l'extrême droite !

Samedi 16 avril, ce sont environ 10 000 personnes qui ont manifesté à Paris pour affirmer leur refus de l'extrême droite et des politiques qui favorisent son développement. Aux quatre coins de la France, des dizaines de manifestations et rassemblements, de toute taille, ont eu lieu, démontrant la volonté de résister à la menace fasciste. Exemples à Rennes, à Saint-Malo et à Poitiers.

1000 à Rennes contre le fascisme et contre le racisme

C'est à l'appel de l'interorganisation de soutien aux personnes exilées (à laquelle participe le NPA avec plus de 30 autres organisations) qu'un millier de personnes ont manifesté samedi 16 avril dans les rues de Rennes. L'IO avait relayé, dès le lundi 11 avril, l'appel de la campagne « Antiracisme et solidarité ».

Prétextant un autre appel en centre ville d'une AG antifasciste, la préfecture a interdit le parcours de la manifestation et nous a imposé un autre itinéraire dans des quartiers déserts, ce qui est tout à fait conforme aux pratiques de la macronie durant tout le quinquennat précédent. Ces tracasseries n'ont pas émoussé la détermination des manifestants, parmi lesquels les sans-papiers étaient bien représentés.

Un millier, c'est bien sûr beaucoup trop peu, mais l'unité et la détermination de la manifestation constituent une bonne base pour continuer, à Rennes, la lutte contre le racisme, pour les droits des personnes exilées, notamment pour



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

exiger la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, et pour obtenir un logement pour toutes et tous, revendications portées sans relâche par l'interorganisation.

120 personnes à Saint-Malo contre l'extrême droite

120 personnes au rassemblement contre l'extrême droite à Saint-Malo, avec plusieurs prises de parole exposant à la fois les raisons pour

lesquelles aucune voix ne doit être donnée à Le Pen et en quoi Macron est responsable de la progression des idées d'extrême droite depuis 2017. Puis un certain nombre de débats et d'échanges à propos de l'attitude de vote à adopter (vote Macron, abstention, vote blanc), faisant apparaître des sensibilités différentes face aux dangers que représente la qualification de Le Pen au 2^e tour. Une mobilisation et

un débat certainement utile pour la suite.

600 à Poitiers pour dire non au fascisme et à Le Pen !

À l'initiative du collectif D'ailleurs Nous Sommes d'Ici 86 plusieurs organisations ont relayé l'appel à manifester ce samedi 16 avril à Poitiers, dont le NPA.

Malgré un appel tardif et une diffusion limitée aux réseaux sociaux et aux mails, nous avons réussi à rassembler suffisamment de monde pour montrer la colère qui existe dans cet entre deux tours pourris. Nous ne nous retrouvons pas dans le mot d'ordre « Ni Macron ni Le Pen » même si nous rejetons de toute notre force Macron le capitaliste autoritaire ! Pour nous Le Pen représente « un cran au-dessus », la possibilité du fascisme !

Nous faisons nôtres ces mots de Léon Trotsky en 1931 : « Si l'un de mes ennemis m'empoisonne chaque jour avec de faibles doses de poison, et qu'un autre veut me tirer un coup de feu par derrière, j'arracherais d'abord le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne signifie pas que le poison est un "moindre mal" en comparaison du revolver. »

Pas une voix pour Le Pen ! Continuons la lutte antifasciste ! Rendez-vous dès samedi prochain ! **CorrespondantEs**

Le chiffre

1,4 million

C'est la somme récoltée, en euros, par L'Association de financement de Valérie Pécresse en une semaine, après que la candidate des Républicains a lancé un appel aux dons pour éponger ses dettes. De toute évidence, du côté de la bourgeoisie, on a de l'argent... à perdre.



Agenda

Samedi 23 avril, manifestation de soutien au peuple ukrainien, Paris.

À 14h30, Parvis des droits de l'homme, Paris 16^e, métro Trocadéro.

Samedi 30 avril, hommage à Alain Krivine, Paris.

À partir de 16h à la « Mutu », 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e (métro Maubert-Mutualité).

Dimanche 1^{er} mai, manifestations à l'occasion de la journée internationale des travailleurEs.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate.

Accueil le samedi 20 à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

La démocratie, c'est le fruit de consensus, de compromis permanents.

EMMANUEL MACRON, France 5, 18 avril 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

le journal régional *Bay Journal*. Les représentants de l'industrie appellent Biden à traiter le transfert d'énergie vers l'Europe comme « l'équivalent du pont aérien de Berlin ou du plan Marshall » après la Seconde Guerre mondiale.

Pas de capacité pour plus de gaz

Pour Biden, particulièrement exposé en matière de politique climatique, la fracturation hydraulique est une affaire complexe en raison des dommages potentiels causés par la contamination des nappes phréatiques et le dégagement de gaz méthane. Lors de la campagne électorale de 2020, le candidat démocrate s'était montré sceptique quant à cette technologie, mais il avait rejeté les revendications d'interdiction de la fracturation. Donald Trump a



WIKIMEDIA COMMONS

averti que Biden allait l'interdire et menacer des emplois. « I love fracking », a assuré Trump vers la fin de la campagne électorale en

Pennsylvanie. Il a perdu l'État de justesse. Selon un sondage diffusé sur la chaîne CBS, la population de Pennsylvanie était divisée sur la question de la fracturation. Après son entrée en fonction, Biden avait temporairement suspendu l'octroi de nouvelles licences pour les forages de gaz et de pétrole sur les terres de l'État. Depuis lors, elles sont à nouveau accordées.

Près de la moitié des ménages des États-Unis se chauffent au gaz. Les consommateurs s'inquiétaient déjà, avant l'accord Biden-von der Leyen, d'une augmentation des exportations de gaz qui ferait grimper les prix aux États-Unis. Début février 2022, dix sénateurs et sénatrices démocrates, dont l'ancienne candidate de gauche à la présidence Elizabeth Warren, s'étaient adressés sur ce point à la ministre de

l'Énergie Jennifer Granholm. En cas d'augmentation des exportations de gaz, il faut craindre une hausse des coûts de chauffage pour les familles étatsuniennes. Jennifer Granholm devrait envisager de suspendre provisoirement les autorisations pour les terminaux d'exportation de gaz. Il faut s'attendre à une concurrence internationale féroce. Selon le ministère de l'Énergie à Washington, les entreprises étatsuniennes livrent à quarante pays. Des entreprises chinoises auraient récemment signé, début avril, des accords à long terme pour des livraisons de GNL, selon le site d'information oilprice.com. Cela sonne bien pour les successeurs réels du clan pétrolier texan sans scrupule, les Ewing de la série télévisée *Dallas* dans les années 1980.

Konrad Ege, traduction rédaction À l'Encontre

UKRAINE « On oublie souvent que nous avons subi des siècles d'impérialisme russe »

Extrait d'une interview par Ashley Smith (spectrejournal.com/) de **Yuliya Yurchenko**, universitaire et auteure de « *Ukraine and the Empire of Capital: From Marketization to Armed Conflict* » (Pluto Press, 2018).

En réduisant cette guerre à un conflit entre l'Occident et la Russie, on oublie l'Ukraine et on la traite comme un simple pion entre les puissances. Cette analyse nie la subjectivité des UkrainienEs et leur rôle dans le conflit. Elle supprime également la discussion sur notre droit à l'autodétermination et notre lutte pour la libération nationale.

« Mettre vos lunettes de lecture décoloniale »

Bien sûr, il y a une dimension inter-impérialiste dans tout cela. C'est évident. Mais il y a aussi une dimension nationale qui doit être reconnue. Et pour la reconnaître, vous devez mettre vos lunettes de lecture décoloniale.

Vous devez tirer toutes les leçons des luttes de libération nationale en Afrique et ailleurs. Même dans les cas où des puissances concurrentes étaient impliquées, il y avait aussi la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés. Et les penseurs et les dirigeants anticolonialistes nous ont appris à donner une voix à ces personnes et à leur lutte.

L'Ukraine mène un combat similaire. On oublie souvent que nous avons subi des siècles d'impérialisme russe, notamment sous Staline pendant la période soviétique. Cela s'est un peu calmé sous Khrouchchev.

Oui, l'ukrainien était enseigné dans les écoles, mais principalement en tant que deuxième langue. Oui, la culture ukrainienne était autorisée, mais elle était souvent réduite à des stéréotypes exotiques. Au-delà de cette reconnaissance superficielle de l'Ukraine, la Russie – sa langue et sa culture – régnait toujours en maître. Si vous vouliez vraiment réussir, vous deviez écrire en russe, adopter la culture russe et suivre les normes artistiques russes. Ce chauvinisme culturel n'a fait que s'intensifier dans la Russie de Poutine. Alors que sur le plan international elle était rétrogradée par les États-Unis, l'élite russe rêvait de rétablir sa domination sur ses anciennes colonies comme l'Ukraine pour restaurer sa sphère d'influence. Bien entendu, cela a mis la Russie en conflit avec les États-Unis, qui restent l'hégémon mondial.

« La Russie est un État capitaliste néolibéral »

Dans ce conflit, la Russie ne peut en aucun cas être considérée comme avoir un projet différent de celui des États-Unis et du reste des puissances capitalistes. Tout comme eux, la Russie est un État capitaliste néolibéral qui se bat pour obtenir plus de terres, de ressources et de profits. Ses dirigeants ne se soucient pas d'améliorer la vie des Russes ordinaires qui sont exploités et opprimés.

Le régime russe, la bureaucratie d'État et les oligarques ont dépouillé leur propre pays et gouvernent désormais par la répression. Ils détournent l'attention de la population en invoquant des menaces extérieures impliquant un changement de régime et en cultivant des fantasmes impériaux de reconstruction de leur empire perdu. Cela les a conduits à défier les États-Unis et à obtenir le soutien, au moins tacite, de la Chine.

Cette dimension inter-impériale ne doit pas nous empêcher de reconnaître la centralité de la lutte de l'Ukraine pour son indépendance vis-à-vis de la domination impériale russe et occidentale. Et la concurrence impériale ne doit pas nous empêcher de voir les intérêts de classe internationaux communs qui traversent le conflit.

Il y a des oligarques russes qui exploitent la force de travail en Russie. Il y a des oligarques étatsuniens qui exploitent la force de travail aux États-Unis. Il y a des oligarques ukrainiens qui exploitent la force de travail en Ukraine. Et il y a des oligarques chinois qui exploitent la force de travail en Chine. Et les oligarques transnationaux nous exploitent tous. Cette analyse de classe met en évidence nos intérêts communs face à cette fratrie capitaliste en guerre.

Traduction rédaction À l'Encontre.

ÉTATS-UNIS Trump, le trumpisme et le grand retour de bâton

Malgré une enquête de la Chambre des représentants sur l'insurrection du 6 janvier 2021 et des enquêtes criminelles dans plusieurs États, l'ancien président Donald Trump reste le chef du Parti républicain et exerce une influence puissante sur sa politique.

Pour les prochaines élections primaires de novembre 2022, Trump soutient 130 candidats républicains pour la Chambre et le Sénat, ainsi que d'autres pour les gouverneurs d'État ou d'autres fonctions. Son critère le plus important pour les choisir est qu'ils le soutiennent et qu'ils affirment que c'est lui, et non Biden, qui a été élu président en 2020 ; bien entendu, ils doivent également soutenir sa politique « *Make America Great Again* » (« Rendre sa grandeur à l'Amérique »). Mais, si des enquêtes du Congrès ou des affaires criminelles devaient éliminer Trump, d'autres candidats semblables à Trump, comme Ron DeSantis, gouverneur de Floride, se tiennent prêts à se présenter à la présidence en 2024 avec le même programme politique.

Contre l'avortement et les droits des personnes LGBTI

Pendant ce temps, les gouverneurs républicains et les législatures qu'ils contrôlent dans les États se préparent à la prochaine primaire en mettant les questions de race et de genre au centre de la législation politique et du débat public. Les Républicains ont introduit des projets de loi restreignant ou éliminant pratiquement l'avortement dans trente États depuis le début de l'année et les ont déjà adoptés dans six d'entre eux, bien que ces textes puissent encore être éventuellement annulés par les tribunaux. La loi de l'État d'Oklahoma ferait de la pratique de l'avortement un crime passible de dix ans de prison.



WIKIMEDIA COMMONS

Nombre de ces lois reposent sur l'hypothèse que la Cour suprême des États-Unis annulera bientôt l'arrêt Roe contre Wade, qui protège le droit des femmes à l'avortement. En réponse, les Démocrates ont introduit des lois protégeant le droit à l'avortement dans de nombreux autres États. Les deux partis voient dans les questions d'avortement un moyen de mobiliser leurs électeurs potentiels.

Les législateurs républicains ont également introduit 238 lois anti-LGBTI cette année, dont la moitié vise les personnes transgenres. Ces lois interdisent ou criminalisent les soins médicaux pour les jeunes transgenres, réglementent l'accès aux toilettes, restreignent la participation des étudiantEs transgenres à l'école et aux sports, autorisent la discrimination fondée sur la religion à l'encontre des personnes transgenres ou rendent

plus difficile l'obtention de documents d'identité portant leur nom et leur genre. Les Républicains affirment que ces lois protégeront les enfants, les droits parentaux et la liberté religieuse. La Floride et plusieurs autres États ont adopté des lois « *Don't say gay* », supposées protéger les enfants de l'endoctrinement gay des enseignantEs des écoles publiques. Ces lois interdisent toute discussion sur les questions de genre avec les élèves des écoles primaires ou secondaires publiques.

Racisme et sexisme au cœur de la politique républicaine

Le troisième grand domaine de législation républicaine destiné à agiter l'électorat est l'interdiction de l'enseignement de la théorie critique de la race dans les écoles publiques. En fait, la théorie critique de la race est une

théorie juridique sophistiquée sur le racisme qui n'a jamais été enseignée dans les écoles, mais pour les Républicains, cette interdiction signifie une opposition à tout enseignement traitant du racisme. Ils affirment que la théorie critique est utilisée pour endoctriner les élèves avec l'idée que tous les Blancs sont racistes et pour que les enfants blancs se sentent « honteux ». Seize États ont déjà adopté de telles lois et 19 autres envisagent de le faire.

Les lois anti-avortement, anti-LGBTI et anti-théorie critique de la race des Républicains s'inscrivent dans le cadre d'un retour de bâton continu parmi les Blancs contre les mouvements sociaux des années 1960 et 1970 qui ont permis l'adoption de lois progressistes pour les NoirEs et les LatinoEs, les femmes et les personnes LGBTI. Le racisme et le sexisme sont au cœur de la politique républicaine.

Bien sûr, les Républicains vont également continuer de s'opposer au président Biden et aux Démocrates sur les questions économiques et sociales : le taux d'inflation actuel est de 8,5 %, ce qui peut attirer vers eux des électeurs indépendants (c'est-à-dire dont le vote oscille entre les différents partis) qui accordent moins d'importance aux questions idéologiques. Mais ils comptent largement sur leurs attaques contre les droits des femmes, des LGBTI et des NoirEs pour mobiliser leur base, gagner le contrôle du Congrès en 2022 et remettre Trump ou quelqu'un comme lui à la présidence en 2024. Au cours des derniers mois, ces questions de société ont agité les réunions des conseils scolaires locaux, les législatures d'État et ont dominé les médias. Pourtant, d'autres questions essentielles se posent, comme le niveau des salaires et la situation internationale. Le retour de bâton continue de s'amplifier et la gauche a des difficultés à y faire face.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

SUISSE Fnac : souriez, vous serez augmentés !

Fin mars, le site d'information suisse Watson informait sur le système salarial controversé chez le détaillant multimédia FNAC. Ce dernier admet ouvertement que désormais, une partie du salaire de son personnel est déterminée directement par la satisfaction des clientEs !

Après une installation à Genève, puis à Lausanne il y a deux décennies, le groupe FNAC, qui pèse désormais 8 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires annuel, s'étend désormais sur la Suisse alémanique et le Tessin, grâce notamment au partenariat avec Manor – groupe qui, de son côté, figure parmi les trois plus importants dans le commerce de détail en Suisse.

Le salaire à l'épreuve de la satisfaction de la clientèle

De quoi s'agit-il précisément ? Selon les informations données par le directeur général de FNAC Suisse dans une interview de presse, la structure salariale des travailleurEs est composée de la façon suivante : un salaire mensuel fixe auquel s'ajoute une partie du salaire dit variable. Le fait qu'une partie du salaire varie est sans doute questionnable, mais il ne s'agit pas dans l'absolu d'une inconnue. C'est-à-dire que des modèles de rémunération similaires existent en Suisse, avec un salaire de base qui est complété, par exemple, par la provision sur le chiffre d'affaires. Toutefois, l'évaluation faite par les clientEs ne constitue pas, en tant que tel, un salaire (ce qui ne signifie pas qu'elle ne se manifeste pas

dans l'évaluation des performances d'unE travailleurE). Or, pour Cédric Stassi, le directeur général de la FNAC, la satisfaction de la clientèle constitue une part déterminante du salaire de son personnel. Celui-ci dépendant « d'une part, bien sûr, des ventes, mais d'autre part, surtout de la satisfaction de nos clients et membres. Après chaque achat, le client reçoit un sondage avec une échelle de note de 1 à 10 : 1 à 6 n'est pas satisfaisant, 7 à 8 est moyen-bon et 9 à 10 est très bon. » Si l'exemple de la FNAC est frappant en ce qu'il génère une mise sous pression généralisée des travailleurEs, il reflète parfaitement les pratiques du management qui se sont imposées comme dominantes dans les années 1970-1980. Cette séquence a connu plusieurs crises économiques qui se sont matérialisées au sein des entreprises. Ces dernières ayant été poussées à embrasser les impératifs ultralibéraux, la forme même de l'organisation du travail a dû être adaptée selon les nouvelles règles de gestion des entreprises. Ces dernières ne sont évidemment

pas sans impact sur les conditions directes des travailleurEs qui se retrouvent depuis en constante évaluation et mise en concurrence avec leurs pairs.

L'évaluation à 360° : l'entreprise comme panoptique

Si auparavant, les conditions de travail étaient physiquement très dures en ce qu'il s'agissait des chaînes de montage, de la pression des cadences ou encore de la répétitivité des mouvements, aujourd'hui les travailleurEs sont traités et évalués comme des éléments isolés. Cela se traduit notamment avec la mise en place des cahiers des charges et objectifs complètement individualisés et différenciés et ce au sein d'une même équipe de travail.

De ce fait, la formation et le parcours socio-professionnel ne sont plus les seuls critères de rémunération ; ce qui devient déterminant, ce sont les qualités comme la prise de risque, les initiatives, la créativité, ou encore la gestion des situations de stress.

Au-delà de leur caractère déstabilisant, de tels changements fragilisent la possibilité d'une organisation collective des salariéEs. Non seulement le management moderne contribue à l'insécurité permanente de l'emploi mais il rend très difficile la constitution d'une communauté de travail, les lieux de travail étant éclatés et les salariéEs atomisés. Le nouveau système salarial de FNAC s'inscrit parfaitement dans ce modèle où le « savoir-être » des travailleurEs (soit leur amabilité, capacité d'humeur égale) est davantage valorisé que leur savoir-faire. De plus, il contribue à ce qu'on nomme « l'évaluation à 360° », s'agissant de l'évaluation permanente par leurs responsables, leurs pairs et désormais par les clientEs.

Les nouvelles formes d'organisation du travail impliquant les nouvelles formes de souffrance au travail, cela pose d'ores et déjà les brèches pour l'intervention du mouvement syndical et les préoccupations pour notre camp social.

Tamara Knezevic

Paru dans le n° 404 de *solidaritéS* (Suisse).

SOUDAN Une mobilisation toujours présente

Cinq livres soudanaises, c'était le prix d'une miche de pain en octobre 2021. Six mois plus tard, les SoudanaisES doivent déboursier cinquante livres! Le marasme économique s'accompagne d'une répression à l'endroit des manifestantEs qui, avec ténacité, maintiennent la mobilisation contre le coup d'État dirigé par al-Burhane et Hemidti. Les généraux putschistes tentent de briser leur isolement en se rapprochant de la Russie.

Les problèmes économiques frappent de plein fouet la grande majorité des populations. La livre soudanaise au marché noir perd un quart de sa valeur, rendant plus onéreuses les importations des produits de première nécessité comme l'huile, le savon ou l'énergie. Dans le domaine agricole, le pays connaît une baisse de production de près d'un tiers du blé et du sorgho. Les principales causes sont le climat, une succession de sécheresses puis des pluies torrentielles, des maladies notamment pour le sorgho et enfin des problèmes d'irrigation liés à la pénurie d'électricité nécessaire aux motopompes.

Une mobilisation continue

Cette situation économique frappe évidemment les populations les plus démunies, dans un pays où plus de la moitié des habitantEs vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est donc sur deux fronts que les luttes se poursuivent. Contre la misère et contre les putschistes qui ont mis fin à la période de transition issue de la révolution de 2019 qui avait renversé Omar el-Bechir.

La mobilisation, malgré le temps et la répression, ne faiblit pas. La dictature tente de museler l'opposition en accentuant les arrestations, le plus souvent la nuit au domicile des personnes ciblées. Les organisations de défense des droits humains font état de tortures systématiques contre les opposantEs. Chaque



WIKIMEDIA COMMONS

manifestation est réprimée par les forces de sécurité qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles.

En parallèle de leurs actions pour faire vivre cette combativité, les comités de résistance, cheville ouvrière de la lutte anti-dictature, ont finalisé leur travail d'élaboration d'un projet politique¹. Un document qui a été discuté à la base par les nombreux comités à travers tout le pays. Cette « Charte pour l'instauration de l'autorité du peuple » vise à organiser une nouvelle transition. Elle prévoit un Premier ministre nommé par les Forces du Changement. Il gouvernera avec une assemblée qui aura aussi un rôle de constituante à l'issue de la période de transition. Des élections seront organisées,

les éléments de l'ancien régime d'el-Bechir et des soutiens des putschistes ne pourront y participer. Ce texte est présenté comme une proposition et vise à unifier les éléments disparates de l'opposition, qu'ils soient politiques syndicaux ou associatifs. Cette charte exclut toute négociation avec les putschistes et s'oppose ainsi à la stratégie des Nations unies et de l'Union africaine qui tentent de revenir à une transition bicéphale entre militaires et civils.

La Russie, planche de salut des putschistes

La nouvelle situation créée par l'agression contre l'Ukraine permet aux généraux al-Burhane et Hemidti de jouer la carte russe

pour affermir leur pouvoir. S'ils avaient bénéficié de la mansuétude de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis lors du coup d'État de 2019, la Russie leur permet de desserrer leur isolement sur la scène internationale. Une situation favorisée par l'ambivalence des dictatures du golfe dans la guerre contre l'Ukraine.

La Russie poursuit le renforcement de sa présence dans le pays. Ainsi, les mercenaires de la société russe Wagner sont majoritairement déployés sur les mines aurifères en collaboration avec Hemidti dans un trafic totalement opaque. Dans le même temps, les différents corps de l'armée et de la police continuent à faire main basse sur les principales ressources économiques du pays. Autre atout stratégique pour la Russie, l'installation d'une base de la marine russe à Port-Soudan permettant l'accès à la mer Rouge. Cela serait la première base militaire de la fédération de Russie en Afrique. L'administration Biden commence à agiter la menace de sanctions économiques contre les dirigeants du Soudan, officiellement il s'agit de faire pression contre le coup d'État. Cependant la quasi-inaction des USA pendant les mois qui ont suivi le coup de force laisse plutôt penser que l'objet de la pression est de mettre à mal l'alliance trop étroite entre Poutine et les putschistes. Avec ou sans les Russes, les généraux n'ont pas réussi à infliger une défaite au mouvement social. Ce dernier avec la crise économique s'étend à l'image des manifestations récurrentes des populations qui bloquent les routes menant vers l'Égypte pour protester contre l'augmentation du prix de l'électricité.

Paul Martial

1 – Voir L'Anticapitaliste n°598 (13 janvier 2022).

BRÉSIL Près de 20% des enfants ont un travail rémunéré

Une étude conjointe de l'universitaire brésilien Guilherme Lichand, qui travaille à l'Université de Zurich (Suisse), et de sa collègue Sharon Wolf, de l'Université de Pennsylvanie (États-Unis), a mesuré la sous-déclaration du travail des enfants au Brésil et a conclu que le nombre réel d'enfants âgés de 7 à 14 ans travaillant dans le pays est sept fois plus élevé que ce que montrent les statistiques officielles.

Les données officielles les plus récentes des World Development Indicators (WDI), une base de données de statistiques internationales compilée par la Banque mondiale, ont montré que, en 2015, 2,5% des enfants brésiliens de cette tranche d'âge travaillaient, soit l'équivalent de 738 600 personnes. Mais l'étude de Lichand et S. Wolf a conclu que le pourcentage réel était de 19,15%, soit environ 5 650 000 enfants, selon des recherches rapportées par le quotidien *Folha de São Paulo* (13 avril 2022).

Lutter contre les biais des études

Les chiffres officiels de l'Organisation internationale du travail (OIT) sont basés sur des enquêtes menées dans plusieurs pays. « Ces enquêtes suivent généralement une méthodologie selon laquelle on demande d'abord aux adultes si leurs enfants travaillent. S'ils mentent, par peur d'être punis, par gêne ou pour toute autre raison, les statistiques finales montrent un nombre plus faible », explique Guilherme Lichand. Les paramètres utilisés par les chercheurEs pour définir le travail des enfants suivent les définitions des agences internationales, telles que l'Unicef, et ont été élaborés avec des enfants à l'école.

« Si l'enfant a moins de 12 ans, quel que soit le nombre d'heures travaillées, et qu'il reçoit une rémunération quelconque pour cela, c'est déjà considéré comme du travail des enfants. Si l'enfant a entre 12 et 14 ans, le travail est défini comme tel s'il est de 14 heures par semaine ou plus, pour autant qu'il ne s'agisse pas de métiers dangereux. À partir de l'âge de 15 ans, il est qualifié comme tel pour une durée de 41 heures », explique Sharon Wolf.

L'étude révèle que lorsqu'on demande directement aux enfants s'ils effectuent un travail rémunéré, la réponse tend à être beaucoup plus élevée que lorsqu'on pose la même question à des adultes responsables. À partir des données recueillies par la Banque mondiale dans 97 pays, les chercheurEs ont pu établir une relation entre les déclarations des parents et ce qui correspond le mieux à la réalité. Le modèle prend en compte des éléments tels que le pourcentage d'enfants engagés dans des activités à risque dans chaque pays et le nombre d'heures travaillées.

Pour Bolsonaro, il est bon que les enfants travaillent

Dans le cas du Brésil, qui est l'un des rares pays de l'étude faite par la Banque mondiale (WDI) où une recherche pose la question aux enfants, il a été possible de comparer les résultats obtenus par la base de données de la Banque mondiale avec ceux de l'enquête nationale.

Dans l'enquête officielle brésilienne de 2019, 15% des enfants de 10 et 11 ans ont déclaré avoir travaillé au moins une heure par semaine. Si l'on tient compte des enfants non scolarisés, ce pourcentage peut atteindre 19%.

« Il ne s'agit pas d'aider occasionnellement les parents dans les tâches ménagères, il s'agit de travail rémunéré des enfants. Lorsque le président Jair Bolsonaro, par exemple, dit qu'il est bon que les enfants travaillent, de quel type de travail parle-t-il? Il n'est pas clair dans sa définition, et cela empêche le débat », explique la chercheuse.

Le secteur du cacao a été choisi au Brésil pour réunir des données car il a historiquement connu une forte présence du travail des enfants. L'organisation *Papel Social* a été contractée en 2018 par l'OIT pour enquêter sur l'activité dans certaines zones de l'intérieur du Brésil.

« Environ 7 000 enfants et adolescents travaillent dans la chaîne du cacao, principalement dans les États de Bahia et de Pará. Le phénomène est le même dans l'huile de palme, le tabac et le gypse », déclare le directeur exécutif de *Papel Social*, Marques Casara.

Article publié dans *La Diaria* (Uruguay)

DÉCLARATION DE LA VIA CAMPESINA

30 ans de luttes collectives, d'espoir et de solidarité

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la déclaration de la Via Campesina, mouvement qui rassemble des millions de paysannes et de paysans à travers le monde, à l'occasion du 17 avril, Journée internationale des luttes paysannes.

Ce 17 avril, à l'occasion de la Journée internationale des luttes paysannes, nous commémorons les 26 ans du massacre des paysanEs d'Eldorado dos Carajás au Brésil et nous résistons à la criminalisation, l'oppression et la répression de nos luttes pour la vie. En ce jour, nous lançons également la célébration de 30 ans de construction de luttes collectives, d'espoir et de solidarité au service de l'humanité.

« Contribuer à la réalisation de la souveraineté alimentaire »

Nous, la Via Campesina, la voix internationale qui rassemble des millions de paysanEs, de travailleurEs sans terre, d'indigènes, d'éleveurEs, de pêcheurEs, de travailleurEs agricoles migrantEs, de petits et moyens agriculteurEs, de femmes rurales et de jeunes – organisésEs au sein de 182 organisations locales et nationales et venant de 81 pays différents d'Afrique, d'Asie et des Amériques – nous refusons de disparaître. Et nous continuons de croître en force. À force de persévérance et d'espoir, nous avons récolté des victoires majeures : la souveraineté alimentaire reconstruite et adoptée par certains pays,

l'agroécologie reconnue et soutenue par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysanEs et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies. Nous continuons à occuper les espaces multilatéraux importants de la gouvernance alimentaire mondiale pour influencer le débat et contribuer à la réalisation de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et de la réforme agraire populaire.

« Niveaux records de pauvreté, de faim et d'inégalités »

Nous sommes attentifs au contexte mondial actuel et à la nécessité de renforcer notre lutte. Le conflit géopolitique s'aggrave tandis que l'ordre international libéral dirigé par les États-Unis s'effondre, et que l'offensive impérialiste contre la société civile et la criminalisation des mouvements sociaux continue. Par le biais de la censure et de la surveillance, les grands groupes qui détiennent des médias participent de plus en plus à la violation des systèmes démocratiques et



DR

des droits humains. Les multinationales ont récemment uni leurs forces pour s'emparer des espaces multilatéraux de gouvernance alimentaire et de lutte contre les changements climatiques au sein des Nations unies. Nous prônons notre engagement à poursuivre la construction de sociétés démocratiques contre l'impérialisme. Au cours des 30 dernières années, avec nos alliés, nous avons construit collectivement l'espoir et la solidarité à travers la souveraineté alimentaire en mettant l'humanité, la Terre Mère et la justice sociale au centre. Nous restons inébranlables dans notre solidarité internationale avec toutes celles et ceux qui luttent pour la vie, les droits et la dignité. L'année dernière, en 2021, nous avons célébré un quart de siècle de construction et de promotion de la souveraineté alimentaire. Nous avons également lancé un débat afin de réfléchir de manière critique à nos réalisations et à nos victoires et pour proposer des actions pour l'avenir, notamment en participant au Forum mondial Nyéléni prévu en 2023.

pays, où certaines sont confrontées à davantage d'injustices.

« L'humanité, la Terre Mère et la justice sociale »

Nous rejetons le modèle néolibéral qui va à l'encontre de notre vision collective d'harmonie avec la nature, d'unité et de paix. Nous affirmons notre engagement à poursuivre la construction de sociétés démocratiques contre l'impérialisme. Au cours des 30 dernières années, avec nos alliés, nous avons construit collectivement l'espoir et la solidarité à travers la souveraineté alimentaire en mettant l'humanité, la Terre Mère et la justice sociale au centre. Nous restons inébranlables dans notre solidarité internationale avec toutes celles et ceux qui luttent pour la vie, les droits et la dignité.

L'année dernière, en 2021, nous avons célébré un quart de siècle de construction et de promotion de la souveraineté alimentaire. Nous avons également lancé un débat afin de réfléchir de manière critique à nos réalisations et à nos victoires et pour proposer des actions pour l'avenir, notamment en participant au Forum mondial Nyéléni prévu en 2023.

Version intégrale sur <https://viacampesina.org/>

DES MESURES SOCIALES, VRAIMENT ?

➔ **La candidate du RN ne veut pas augmenter le SMIC.** Comme tous les autres candidats (Pécresse, Zemmour, Macron), elle propose la solution labellisée par le MEDEF : « Permettre aux entreprises une hausse des salaires de 10% (jusqu'à 3 SMIC) en exonérant cette augmentation de cotisations patronales ». Elle est très proche de Macron avec cette proposition, lui qui veut permettre le versement d'une prime nette de cotisations. Dans les deux cas, c'est si les employeurs le veulent. L'absence de paiement de cotisations patronales rendrait ces augmentations neutres pour la sécurité sociale.

➔ **Les chômeurs et les plus pauvres n'ont aucune place dans le programme de Marine Le Pen.** Elle ne compte pas revenir sur la réforme de l'assurance chômage, qui a considérablement réduit le niveau de l'Aide au retour à l'emploi. Dans la lignée de l'action de Macron, Le Pen compte continuer de criminaliser les chômeurs en créant un « ministère de la lutte contre les fraudes ».

➔ **Macron avait supprimé l'impôt de solidarité sur la fortune sur sa partie financière, Marine Le Pen compte le rétablir... mais en supprimant sa partie immobilière** pour favoriser « l'enracinement » des riches. Déjà que la rente immobilière est, dans ce pays, l'apanage d'un petit pourcentage de la population, elle serait encore plus attractive avec Le Pen. Les riches ne seraient pas davantage taxés par elle qu'ils ne l'étaient par Macron.

➔ **Les jeunes riches seraient encore plus riches :** Le Pen compte supprimer l'impôt sur le revenu pour les moins de trente ans, sans conditions de revenus. Les consultants surpayés de McKinsey et autres jeunes loups sortis d'écoles de commerce à 3000 euros mensuels peuvent la remercier pour cette belle ristourne. Quant aux autres, ils ne sont pas concernés : en particulier la moitié des ménages, celle qui gagne trop peu pour payer l'impôt sur le revenu.

➔ **L'autre obsession de Marine Le Pen, comme Macron et Zemmour, est la baisse de l'imposition de l'héritage :** une mesure qui ne bénéficierait qu'aux Français aisés, les autres héritant peu ou pas du tout.

➔ **Exonérer les donations des parents mais aussi des grands-parents** à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000 euros par enfant tous les dix ans.

Marine Le Pen, souvent présentée comme la candidate des « petites entreprises » contre les gros patrons, est tout à fait au diapason des intérêts du patronat de toute taille et tout type. On l'a vu, ses mesures de « pouvoir d'achat » ne font pas passer les actionnaires à la caisse, qu'il s'agisse de ceux des entreprises qui n'augmentent pas les salaires ou de ceux des grands groupes comme Total qui s'engraissent sur le dos des consommateurs. En outre, elle a prévu de leur accorder les cadeaux suivants :

➔ **Conformément aux revendications du Medef, la candidate veut baisser les « impôts de production »** et supprimer la Cotisation foncière des entreprises (CFE), soi-disant pour protéger les « PME locales » (toutes les PME sont locales mais passons), ce qui bénéficierait à toutes les entreprises.

➔ **Elle compte supprimer l'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs de moins de 30 ans** pendant les cinq premières années « pour éviter leur départ à l'étranger ».

Source : Frustration Magazine



**SON PROGRAMME C'EST
L'INTERDICTION
DU VOILE DANS L'ESPACE PUBLIC**

**PAS UNE VOIX
POUR LE PEN**

**TOU·TE·S DANS LA RUE
CONTRE L'EXTRÊME DROITE**

RIPOSTE SOCIALE ET ANTIFASCISTE



FACE À LA P RIPOSTE ET ANTI

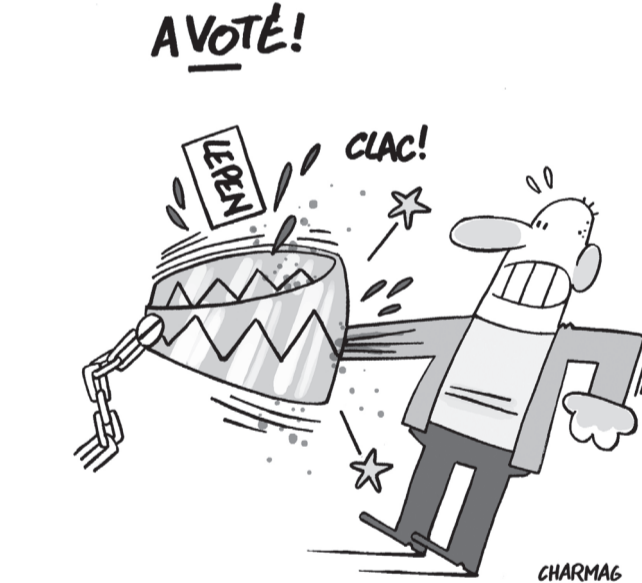
Contrairement à 2017, l'issue du second tour. L'apparition du candidat fasciste Zemmour, le nombre de voix, elle la renforce. Son programme permet également à l'extrême droite de gagner, en particulier dans les villes habituellement hostiles à la droite. Le rejet de la politique de Macron, et notamment de sa politique sociale, a eu pour effet « tout sauf Macron » dont nous commençons à voir les effets. À droite, une part importante de notre camp ne mesure pas que nous tirons des mobilisations antifascistes de la peur des fascistes vers l'abstention. Les conditions sont donc favorables à l'option majoritaire dans la classe dominante. Parmi les options, celle qui représente l'extrême droite et la possibilité du j

L'EXTRÊME DROITE: QUEL PROGRAMME ET QUELLES FORCES SOCIALES ?

Marine Le Pen a fait campagne en cherchant à se parer d'un visage social. Elle veut donner l'impression d'augmenter les salaires en transformant les cotisations sociales en salaire net, en défiscalisant les heures supplémentaires. C'est-à-dire augmenter le pouvoir d'achat tout en attaquant le salaire socialisé (sécurité sociale, retraites, etc.). Cela irait de pair avec le développement de fonds de pension privés, enjeux stratégiques du patronat français pour concurrencer les fonds de pension anglo-saxons ou issus des rentes de l'exploitation des matières premières (pétrole, gaz, huile de palme...).

Un programme raciste et antisocial

Le RN a toujours été un parti de l'ordre exigeant des interventions policières plus importantes dans le maintien de l'ordre social et colonial dans les quartiers mais aussi dans les mobilisations y compris lors des Gilets jaunes. Ce parti exige depuis toujours la dissolution des syndicats et le retour à un fonctionnement pétainiste réconciliant travail et capital, dont des CSE à peine réformés pourraient très bien servir de forme moderne. Au-delà de la dissolution des syndicats, le RN prévoit également la dissolution de toutes les organisations communautaires ou qui défendent les droits des étrangers. Son arrivée au pouvoir signifierait donc des dissolutions massives et des arrestations nombreuses dans le mouvement de solidarité. Dans le même sens, le RN prévoit également de réduire les financements des organisations féministes, LGBTI+. De fait son accession au pouvoir signifierait un recul du droit à l'avortement. Mais surtout le programme du RN est un programme de ségrégation raciale. Multiplication des



arrestations, des placements en centre de rétention, des expulsions, interdiction du port du voile dans l'espace public, d'envoyer de l'argent au pays : toutes ces mesures font partie du programme de Marine Le Pen. Il faudrait y ajouter le déchaînement de violences racistes menées par les groupes d'extrême droite et la police dont l'assassinat du rugbyman Aramburu il y a quelques semaines est un avant-goût.

La constitution d'un bloc social ?

Ce programme et son profil d'union nationale de défense contre la xénophobie, l'immigration et la menace terroriste permettent à Marine Le Pen de constituer un bloc ralliant différentes catégories sociales géographiquement situées dans les zones périurbaines. On y trouve des fractions de la petite-bourgeoisie, notamment des indépendants, de secteurs ouvriers derrière des fractions de la bourgeoisie, notamment du patronat des petites et moyennes entreprises qui bénéficient peu ou sont victimes de la mondialisation et du marché commun.

Ce qui rend possible la constitution de ce bloc, c'est le poids des défaites du passé, la paupérisation d'une partie de notre camp, la perte de croyance dans la possibilité de trouver des issues collectives. Ce poids du rapport de forces dégradé conduit à rechercher des solutions individuelles, centrées sur le repli sur soi, racistes et contre la solidarité.

La stratégie de dédramatisation de Marine Le Pen et sa préparation à l'accession au pouvoir d'État par le biais institutionnel, combinées aux importantes difficultés financières du parti, sont venues s'opposer à la construction d'un parti militant. À l'inverse, Reconquête a mené campagne, distribué des tracts et des affiches dans ces nouvelles zones d'implantation. Cette campagne militante a permis de regrouper des dizaines de milliers (peut-être 100 000) de partisans dans des meetings à l'échelle de la campagne. Même si les chiffres sont sûrement gonflés, l'apparition d'un nouveau parti de plusieurs dizaines de milliers de militants est extrêmement inquiétante pour l'avenir.

Harry Smith



**MARINE LE PEN
N'EST PAS
UNE ALLIÉE DES CLASSES POPULAIRES**

**ELLE VEUT BAISSER
LES IMPÔTS DES PLUS RICHES**

**PAS UNE VOIX
POUR LE PEN**

RIPOSTE SOCIALE ET ANTIFASCISTE



**MARINE LE PEN
N'EST PAS
UNE ALLIÉE DES CLASSES POPULAIRES**

**ELLE REFUSE
D'AUGMENTER LE SMIC**

**PAS UNE VOIX
POUR LE PEN**

RIPOSTE SOCIALE ET ANTIFASCISTE



**MARINE LE PEN
N'EST PAS
UNE ALLIÉE DES CLASSES POPULAIRES**

**ELLE VEUT RÉDUIRE
LES FINANCEMENTS DE
LA SÉCURITÉ SOCIALE**

**PAS UNE VOIX
POUR LE PEN**

RIPOSTE SOCIALE ET ANTIFASCISTE

POSSIBILITÉ DU PIRE, TE SOCIALE FASCISTE!

our semble moins évidente avec la progression de Marine Le Pen et de l'extrême droite. Pour n'affaiblir pas la candidate traditionnelle de l'extrême droite qui progresse en fil lui permet d'achever sa stratégie de dédramatisation. Mais la candidature Zemmour pénètre dans de nouvelles couches sociales, notamment de la bourgeoisie et en l'extrême droite, comme à Paris où il arrive en troisième position. Son autoritarisme allié à son profil de président des riches, semble provoquer un engouement à mesurer l'ampleur. Combiné avec la profonde banalisation de l'extrême droite plus le danger spécifique que représente l'extrême droite. C'est notamment le bilan de l'année écoulée. Enfin l'usure du mécanisme du barrage électoral semble pousser à réunir donc réunies pour l'accession au pouvoir de Marine Le Pen même si ce n'est pas ces différents éléments, le plus grave est l'incompréhension du danger spécifique du fascisme dans la période.

QU'ENTRAINERAIT UNE VICTOIRE DE MARINE LE PEN?

Le programme du RN fait froid dans le dos tout comme sa capacité à le mettre en œuvre. La 5^e République est connue pour son fait majoritaire, c'est-à-dire le fait que les élections législatives qui suivent l'élection présidentielle donnent toujours une majorité au ou, en l'occurrence, à la présidente. Il en ira de même pour Marine Le Pen.

Des contre-pouvoirs?

La Haute fonction publique a pour habitude de suivre le sens des décisions politiques, et la progression de l'extrême droite notamment de Zemmour dans les sphères qui la composent nous informe que certains le feront même avec plaisir. Enfin le cœur de l'appareil d'État, les forces de répression, sont gagnées à la politique du RN et n'auront aucun mal à lui garantir le plein exercice du pouvoir.

Restent les contre-pouvoirs représentés par la justice, la Constitution et l'Union européenne. Marine Le Pen a déjà donné sa stratégie sur ce point : l'adoption d'un projet de loi par référendum. Il s'agira donc de recourir au soutien populaire pour venir d'une part avaliser sa politique raciale, écraser la contestation interne par le biais de cette victoire politique et se donner de nouvelles marges de manœuvre au sein de l'Union européenne et du marché commun. Le reste du cadre de l'État de droit offre déjà des possibilités répressives très larges.

L'arrivée au pouvoir dans une semaine de Marine Le Pen ne signifierait donc pas l'entrée dans un régime fasciste mais l'ouverture d'une phase de lutte aiguë dont l'issue pourrait être un écrasement de notre camp. Pour mener cette lutte, l'extrême droite pourrait compter d'une

part sur l'appareil d'État et la reconstitution d'un bloc national largement influencé par ses idées, comme la montre le meeting de *Valeurs actuelles* ayant rassemblé Reconquête, LR, LREM et le RN, ou encore l'appel à voter contre Macron d'Éric Ciotti. On voit difficilement comment Blanquer, Darmanin ou Marlène Schiappa viendraient constituer une opposition au RN.

La dynamique fasciste

Mais surtout nous ne devons pas oublier que Marine Le Pen et son entourage sont des fascistes. Cela implique qu'ils n'hésiteront pas à développer des éléments de mobilisation extra-parlementaires pour mener à bien leur politique. Ils pourront compter pour cela sur Reconquête qui vient de se construire, sur les autres groupes d'extrême droite notamment l'Action française qui ne peut jouer un rôle politique de masse mais pourrait servir d'ossature.

Enfin elle pourra surtout compter sur la nébuleuse fasciste violente qu'on peut estimer entre 300 et 600 personnes au niveau national. Le mode hooligan a-partisan de ces groupes constitue une double force. Il permet d'une part d'offrir une structure a-partisane capable de regrouper tous ceux qui voudraient terroriser toutes celles et ceux qui voudraient s'opposer au référendum. Et cette structure partisane n'entachera pas directement de responsabilité la présidente. Il faut encore lui ajouter les individus voire les groupes qui s'entraînent au maniement des armes et préparent des attentats terroristes. Le déblocage de Sciences po par 20-30 militants de l'AF et de Génération Z, le 14 avril, est une bonne illustration de ce qui peut nous attendre par la suite. De petit groupes de

militants de droite radicalisés, encadrés par des fascistes, qui s'en prennent aux tentatives de résistance menées par un mouvement ouvrier affaibli, divisé et désorganisé. Une telle situation risquerait de tourner à l'avantage des fascistes mieux préparés, mieux organisés et portés par une dynamique politique. Il y a donc urgence à unifier nos forces pour faire face, retrouver une dynamique politique et militante en ce sens. Mais il nous faut aussi reconstruire nos capacités d'autodéfense – ce qui ne s'improvise pas.

Enfin, le fait que les forces de l'ordre soient gagnées à l'extrême droite leur garantira renseignements et impunité. Non seulement nous avons déjà expérimenté les situations dans lesquelles les flics relâchent les fascistes mais nous savons également maintenant que des flics, y compris des corps d'élite (le RAID notamment), participent au service d'ordre de Reconquête. Ce n'est pas parce que les fascismes italien et allemand se sont constitués selon les phases de guerre civile, institutionnalisation en vue de la conquête du pouvoir et épuration dans le cadre de la dictature fasciste, que le fascisme en France suivra nécessairement les mêmes formes.

H.S.

NPA
SON PROGRAMME C'EST
LA FIN DES ALLOCATIONS
ET DES LOGEMENTS SOCIAUX
POUR LES ÉTRANGER-E-S
**PAS UNE VOIX
POUR LE PEN**
TOU-T-E-S DANS LA RUE
CONTRE L'EXTRÊME DROITE
RIPOSTE SOCIALE ET ANTIFASCISTE

FACE AUX COMPLICITÉS ET AUX RENONCEMENTS: CONTRE L'EXTRÊME DROITE, FAIRE VIVRE UNE ALTERNATIVE

Dans l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002, un slogan avait fleuri dans les manifestations contre Le Pen père: «20 ans de politiques antisociales c'est 20% pour le Front national». 20 ans plus tard, le moins que l'on puisse dire est que si le slogan a vieilli, ce n'est pas parce que la corrélation qu'il établissait a disparu, mais parce que les chiffres ont continué d'augmenter en proportion...

La progression régulière de l'extrême droite depuis 40 ans se fait sur fond de crise économique et sociale et d'absence de projet alternatif crédible à une échelle large. À ce titre, ce sont l'ensemble des partis institutionnels qui portent une responsabilité dans le développement du FN/RN, a fortiori dans la mesure où ils ont peu à peu repris les thématiques de l'extrême droite (ordre, sécurité, immigration), voire ses propositions.

Les responsabilités de la droite... et de la gauche

Il est évident que la droite «classique», de plus en plus difficile à distinguer de l'extrême droite, et la droite macronienne, avec sa gouvernance ultra-libérale et autoritaire, ont joué un rôle central dans la légitimation et le développement du FN/RN. Nous l'avons régulièrement expliqué dans nos colonnes, en alertant sur le fait que la reprise des thématiques de l'extrême droite, combinée à des politiques accroissant la misère et les inégalités, ne pourrait que déboucher sur des succès électoraux pour Le Pen. Mais la gauche gestionnaire, dont certains représentants se posent aujourd'hui en donneurs de leçons d'antifascisme (électoral), n'est pas en reste. Sans remonter jusqu'à Mitterrand qui voyait d'un bon œil le développement d'un FN qui affaiblirait la droite «classique», on se souviendra que la première accession d'un candidat d'extrême droite au second tour de la présidentielle s'est faite après cinq ans de gouvernement de la «gauche plurielle» faits de trahisons et de déceptions, notamment dans les couches apportant traditionnellement leur soutien à la gauche réformiste. Hollande et Valls ont parachévé ce mouvement, non seulement en se mouvant parfaitement dans le cadre de «gestion» néolibérale de la crise économique, mais aussi – et surtout – en faisant passer en force leur «loi travail»: un épisode antisocial particulièrement violent qui a provoqué de nouveaux «décrochages» et qui a contribué à délégitimer encore un peu plus l'idée même de la possibilité d'une autre politique, au service de la majorité de la

population et sans mise en opposition entre les différents secteurs des classes populaires.

Gauche et droite ont ainsi, chacune avec leurs spécificités, contribué à la fois à banaliser l'extrême droite, son racisme, son autoritarisme, et à développer le désespoir au sein des classes populaires, ainsi que la perte de confiance dans le collectif. 40 ans plus tard, le FN/RN, qui a su prospérer sur ces phénomènes, se retrouve aux portes du pouvoir.

Construire une riposte unitaire

Face à ces dynamiques et aux menaces qu'elles représentent, qu'il s'agisse de l'hypothèse d'une victoire de l'extrême droite à la présidentielle, dont il n'est nul besoin de souligner la catastrophe qu'elle représenterait, ou d'un nouveau durcissement raciste-autoritaire en cas de nouvelle élection de Macron, l'heure n'est pas à tergiverser et la riposte doit être construite à plusieurs niveaux.

Il est urgent que l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, de toute la gauche sociale et politique, se rencontrent pour envisager les modalités d'une réponse commune. L'heure n'est pas à la défense des intérêts de boutique ou à l'érection de frontières entre le social et le politique: nous sommes touTEs concernés, nous sommes touTEs ciblés, et le seul moyen de faire face à la dispersion, au sentiment d'isolement et au risque de la multiplication des actions violentes des groupuscules, est de nous retrouver pour discuter et construire des réponses communes, dans la rue, dans les lieux de travail, dans les quartiers, dans les universités. La riposte passe également par le développement des mobilisations contre le chômage et la précarité, pour les salaires, en défense des services publics et de la protection sociale, en rappelant que sur ce terrain, sur lequel elle prospère, l'extrême droite demeure fondamentalement une alliée des classes dominantes. Il s'agit de se mobiliser aussi, avec force, en soutien aux premières cibles des Zemmour et Le Pen: en défense des migrantEs, pour la régularisation des sans-papiers, contre le racisme et les violences

policieres, contre l'islamophobie, contre les résurgences de l'antisémitisme, contre les violences faites aux femmes, pour les droits des personnes LGBTI...

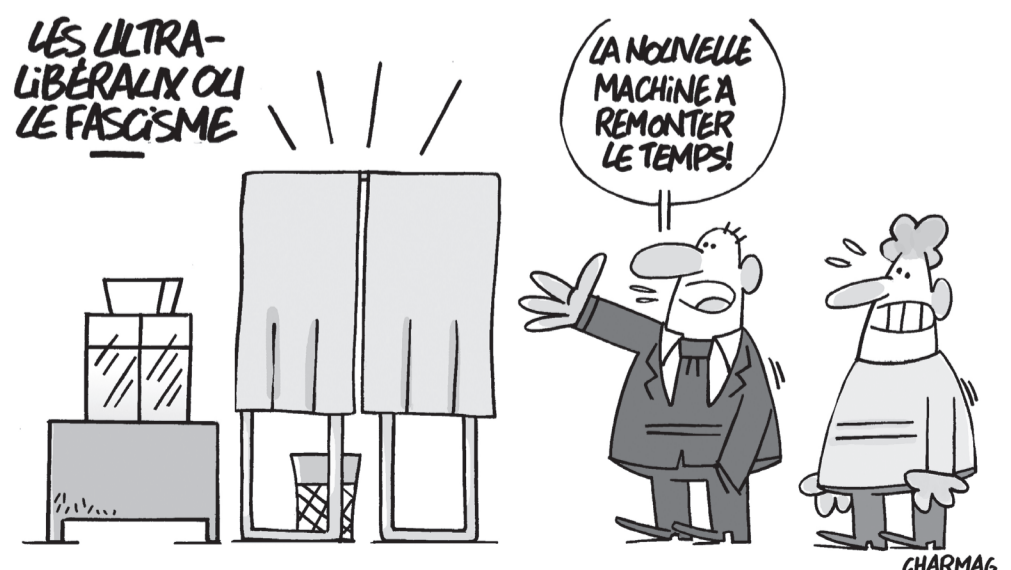
Défendre une politique radicale et décomplexée

Enfin, et c'est ce que le NPA a tenté de faire dans la campagne présidentielle, et continuera de faire avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent le faire avec nous, nous ne devons pas céder aux pressions venues de la droite et de l'extrême droite et, partant, défendre avec vigueur et fierté des positions de gauche, radicales et décomplexées, sur l'ensemble des questions: anticapitalistes, écosocialistes, féministes, antiracistes, pour l'égalité des droits, internationalistes.

Cette radicalité n'est pas une posture mais une nécessité: le développement de l'extrême droite, son expansion, et le soutien que lui apportent de plus en plus de secteurs des classes dominantes, plongent leurs racines dans la longue dynamique de crise du système capitaliste à l'échelle internationale et dans l'incapacité des partis traditionnels de la bourgeoisie à assurer à la fois les contre-réformes nécessaires aux possédants et la stabilité politique face aux colères populaires. La réponse réactionnaire et violente que représente le fascisme n'est peut-être pas à l'ordre du jour des conseils d'administration du CAC 40, mais la tentation est de plus en plus forte d'y avoir recours chez les dominants en quête de «retour à l'ordre».

Nous l'avons souvent dit: «Leurs avancées sont faites de nos reculs». L'heure n'est donc certainement pas à reculer, à faire des compromis idéologiques ou à éviter les sujets qui fâchent dans l'espoir – réel ou fantasmé – de ne pas froisser tel ou tel secteur de l'électorat. Il s'agit donc de combiner à la fois unité d'action et radicalité des propositions politiques, le tout en défendant la perspective d'un autre monde, possible, nécessaire, urgent, débarrassé de l'exploitation et des oppressions. Renoncer à défendre cet autre monde et à proposer une réelle alternative politique, c'est renoncer à endiguer la menace fasciste.

Julien Salingue



SALAIRES Débrayages à Capgemini

Capgemini, première ESN (entreprise de services du numérique) d'Europe, qui emploie 320 000 salariéEs et est présente dans 50 pays, a fait des résultats « historiques » en 2021, dixit son directeur général Aïman Ezzat. Par contre, pour les salaires, rien d'historique...

Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 18 milliards d'euros, en hausse de 14,6% par rapport à 2020, et un résultat net à plus de 1,1 milliard d'euros, en hausse de 21%. Et le dividende par action va augmenter de... 23% (+ 41% en quatre ans!). La France n'est pas en reste : le chiffre d'affaires a augmenté de plus de 10% et le résultat net a atteint environ 240 millions d'euros.



2500 euros d'augmentation annuelle pour touTEs!

C'est dans ce contexte qu'ont débuté les négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires pour les 25 000 salariéEs de l'UES en France, dont 90% de cadres. Comme les années précédentes, la direction privilégie les augmentations individuelles (seulement 40% des salariéEs sont concernés) et réserve des miettes pour les mesures collectives (3 millions d'euros). Les années précédentes, les organisations syndicales représentatives, sauf la CGT, finissaient par signer un misérable accord. Cette année s'est constituée, à l'initiative de la CFDT qui est le premier syndicat à Capgemini, une intersyndicale réunissant six organisations, CFDT, CGT, FO, Lien Unsa, Solidaires, Usapie. Cette intersyndicale revendique 2500 euros d'augmentation salariale annuelle pour toutes et tous. Elle a appelé à des débrayages (le mot grève fait peur à certaines organisations syndicales) d'une heure de 11 h 30 à 12 h 30.

Le 14 avril, environ 1500 salariéEs (dont beaucoup de salariéEs en télétravail) ont débrayé (une première depuis 2008!) et des rassemblements ont eu lieu sur les sites d'Aix-en-Provence, Brest, Chambéry, Cherbourg, Clermont, Issy-les-Moulineaux, Lille, Lyon, Mérignac, Montbournot, Nantes, Pau, Pérors, Pessac, Rennes, Strasbourg et Toulouse. Une prochaine journée d'action est prévue le 21 avril, la veille d'une nouvelle réunion de négociations.

Correspondant

Plus d'infos sur <https://lacgtcap.org/>

COLLUSION PUBLIC-PRIVÉ McKinsey, de l'université de Toulouse à l'Élysée

Depuis les accusations de la commission d'enquête du Sénat sur l'optimisation fiscale qu'opère McKinsey en France, les liens entre Macron, ses proches, l'appareil d'État en tant que tel et ce cabinet de conseil privé sont mis à jour.

Le malaise est d'autant plus lourd pour Macron à l'heure où son refus de débattre du bilan de son quinquennat aurait pu prendre fin avec cette affaire... Plus qu'un malaise c'est un scandale qui vient percuter jusqu'à l'enseignement supérieur, en particulier à Toulouse.

Un bref palmarès (capitaliste et antisocial) de McKinsey

La « crise des opiacés » aux USA qui a provoqué entre 1999 et 2018 un demi-million de décès par overdose est en grande partie due aux appétits d'un pan de l'industrie pharmaceutique qui a concentré à la hausse les dosages de ces produits... pour des questions de rentabilité. Ceci sur les conseils du célèbre cabinet qui a fini par payer 573 millions de dollars pour éviter à son tour des poursuites. Habile.

Alors qu'un tel scandale aux lourdes conséquences sociales et sanitaires aurait dû isoler, voire faire fermer boutique au cabinet, il trouve de nouveaux marchés. Plus précisément durant la crise du Covid-19 en France, le gouvernement Macron et ses hautes administrations ont fait appel au cabinet pour les éclairer dans leur gestion – calamiteuse – de ladite crise. Enfin, en bons clients, ces gens-là ont reçu un nouvel appel d'offre de la part de l'État, pour aider... l'État à faire un milliard d'euros de coupes budgétaires dans les finances publiques. Ou comment acheter les services du privé pour vendre et détruire les services publics bout après bout...

L'insertion de la logique patronale dans l'enseignement supérieur

En 2018, un an après l'élection de Macron, Éric Labaye est nommé président de Polytechnique par



la ministre des Armées Florence Parly. Il avait fréquenté Emmanuel Macron en 2010 au sein de la « Commission Attali pour la libération de la croissance française ». C'est la première fois dans l'histoire de cette école d'ingénieurs qu'un membre du privé est à sa tête. À croire que personne au sein de l'appareil public n'aurait été en capacité de prendre cette fonction. Précision : Éric Labaye est alors l'un des principaux associés du cabinet McKinsey...

En 2020, le maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc (proche de Macron et de Jean Castex), ainsi que Carole Delga, présidente de la région Occitanie, commandent un rapport « indépendant » pour relancer l'industrie toulousaine. Dans ce projet, rien de bien social. C'est au contraire un document teinté de vert et de regards « tournés vers le futur » qui vient appuyer les projets industriels les plus attendus par la classe dominante locale et nationale, comme l'avion vert, les véhicules électriques, la conquête spatiale

et... le développement local de l'Otan qui va avec (comme c'est écrit sur le rapport). Et enfin : la fusion des universités toulousaines pour créer une « Université dérogatoire d'excellence ». Ce rapport est en particulier rédigé par le très libéral Jean Tirole, fameux « prix Nobel » d'économie de TSE (Toulouse School Economics) qui, outre son poste de professeur d'économie à la TSE, a également été son directeur puis président d'honneur jusqu'à récemment, où lui a succédé le président d'honneur de BNP Paribas. Emmanuel Macron a également commandé mi-2020 à Jean Tirole la corédaction d'un rapport qui fait office depuis de « feuille de route économique du président » et qui en de nombreux points oriente son programme pour sa réélection.

McKinsey, encore et toujours

S'il est important d'insister sur le personnage de Jean Tirole, ce n'est pas pour le personnage en tant que tel mais pour ses liens avec les dirigeants, pour le poids qu'il a sur leurs décisions et donc sur nos vies et pour souligner le fait que son idéologie n'est que la poursuite de ce qui s'est fait jusqu'à présent, sous une version actualisée à la période. Mais localement l'essentiel est ailleurs. Sur les derniers mois, la TSE – qui faisait partie de l'université Toulouse 1

Capitole – et qui suit globalement la ligne voulue par Tirole, a été à l'avant-garde du projet de fusion des universités (suggérée par ce dernier). Cependant, devant la lenteur de l'objectif attendu et surtout les réticences voire les refus des autres composantes de l'université, la TSE a demandé à la ministre de l'Enseignement supérieur de sortir de la tutelle de l'université afin de devenir un Grand établissement. Cela lui permet de tisser des liens plus intimes avec le privé et de déroger plus facilement aux moeurs (qui persistent encore en partie dans l'enseignement public), c'est-à-dire à la gratuité ou à des frais d'inscription « peu élevés ». Ce passage en force de la TSE avec l'aval du gouvernement pourrait être un précédent à la dislocation accélérée des universités et à une augmentation effrénée des frais d'inscription, excluant de fait la majorité des classes populaires de l'enseignement supérieur. Enfin et pour terminer, le rapport du Sénat dénonçant les pratiques de McKinsey révèle que la TSE a collaboré comme sous-traitant du cabinet de conseil à l'époque où Éric Labaye, l'actuel président de Polytechnique, était président de McKinsey Global Institute. Bien sûr la nature de la collaboration n'est pas connue.

CorrespondantEs

l'Anticapitaliste
N°134 | AVRIL 2022 | 4,5 € | la revue mensuelle du NPA

MENACE DE L'EXTRÊME DROITE, ESPOIR POUR UNE ALTERNATIVE À GAUCHE

Mobilisations en Corse | Grève à la FNAC Saint-Lazare | Impérialisme et guerre en Ukraine

l'Anticapitaliste la revue

Le n° 134 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

UNIVERSITÉS Agitation dans les facs contre le piège électoral Macron-Le Pen

Depuis l'annonce des résultats du premier tour, des mobilisations étudiantes (auxquelles se sont joints des lycéenEs) ont fleuri notamment en région parisienne. Une opposition au chantage électoral, une opposition à Macron (évidente), une opposition à Le Pen (par-dessus tout).

C'est dès mercredi 13 avril qu'une ambiance contestataire a commencé à se faire sentir dans les universités parisiennes avec l'occupation d'amphithéâtres à l'ENS-Jourdan et à

la Sorbonne. Comme une trainée de poudre, d'autres facs et écoles ont suivi en organisant blocages et assemblées générales : Créteil, Paris 7, Nanterre, Paris-Saclay, Sciences Po Paris (campus de Nancy compris) mais aussi des IEP

GAUCHE ANTICAPITALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Courrier du Nouveau Parti anticapitaliste à Lutte ouvrière

CherEs camarades,

Les résultats de l'élection présidentielle sont particulièrement inquiétants. Ils expriment à la fois un rapport de forces dégradé et une polarisation, certes déformée par un mode de scrutin particulièrement antidémocratique, dans la situation politique, avec l'arrivée au second tour du pôle d'extrême droite (dont le total des voix dépasse celui de l'ensemble des candidatures de gauche) et du pôle néolibéral-autoritaire autour d'Emmanuel Macron. Un troisième pôle, autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, s'est également affirmé. Incarnant un réformisme renouvelé, il s'agit d'un positionnement plus radical que ce qu'incarnait le PS depuis 1983, ce qui est positif.

Pour autant, le tableau est plus que jamais inquiétant, et la victoire de l'extrême droite est désormais une possibilité sérieuse. Elle serait une catastrophe pour l'ensemble de notre camp social. Pour notre part, nous pensons que l'urgence de l'heure est que pas une voix de notre camp n'aille à Le Pen car il est vital que l'extrême droite soit battue dimanche, et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons participé aux manifestations qui se sont tenues dans cet entre-deux-tours.

Ceci dit, si c'est Macron qui sort vainqueur dimanche, son programme de casse antisociale a déjà été annoncé, à commencer la mise en place de la retraite à 65 ans, s'appuyant sur un autoritarisme que l'on imagine exacerbé, vu la pression exercée par l'extrême droite depuis plusieurs mois.

Nous devons donc nous préparer plus que jamais à l'affrontement, et pour cela à regrouper le monde du travail autour des résistances à construire et de mesures d'urgence. Cela passe, pensons-nous, par la construction de structures unitaires de coordination et de mobilisation. L'enjeu est d'obtenir enfin des victoires significatives pour changer le rapport de forces en faveur de notre classe.

Par ailleurs, nous avons pu mesurer durant cette campagne autour



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de notre candidat Philippe Poutou, en particulier dans les meetings, que beaucoup sont orphelinEs d'une perspective politique pour le monde du travail, d'une gauche

de combat et d'une force politique à construire pour l'incarner. C'est dans ce contexte que se préparent les élections législatives. Il y a un enjeu réel à limiter le

nombre de députés d'extrême droite ou pro Macron, et à ce que s'y affirme une rupture à gauche avec la ligne sociale-libérale, ce qui serait aussi une bonne nouvelle pour les luttes. C'est pourquoi nous sommes favorables à ce que des candidatures d'union existent pour faire face à la droite et à l'extrême droite, sur la base d'un programme de contestation du macronisme, de rupture avec les politiques bourgeoises et les logiques capitalistes. C'est la raison pour laquelle nous avons répondu positivement à la proposition de rencontre que nous a envoyée l'Union populaire il y a quelques jours.

Nous savons qu'en ce qui vous concerne, vous ne partagez pas cette démarche. Pour autant il nous semble important que nous échangions ces prochains jours sur notre appréciation de la situation et des tâches pour les révolutionnaires, tant en ce qui concerne la construction des luttes que sur le terrain électoral. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons de nous rencontrer rapidement.

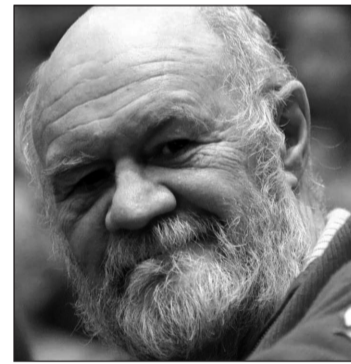
Salutations anticapitalistes.
Le 19 avril 2022.

Le Comité exécutif du NPA

LES NÔTRES **Louis Adam**

Notre ami et camarade Louis Adam est brutalement décédé le 12 avril dernier. Né en 1949, il fut de longues années un militant politique et anti-impérialiste. Il a été un des dirigeants des CAL (Comités d'action lycéens) en mai 1968. Étudiant à Nanterre, adhérent du PSU, il participa au secrétariat national de son organisation étudiante. Il a rejoint en 1970 le bureau national de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Il avait adhéré à l'organisation Révolution! en 1971 puis à l'OCT (Organisation communiste

des travailleurs) avant de la quitter en 1979. Il a adhéré au NPA à sa fondation et participé activement à son groupe de travail économique. Il quittera ensuite le NPA pour rejoindre « Ensemble ». Il fut actif jusqu'au bout au sein du Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale). Il a été expert-comptable pour les comités d'entreprise. Louis n'a jamais renoncé à vouloir changer un monde insupportable. Il n'a pas pu longtemps profiter de sa retraite dans cette Bretagne dont il parlait avec flamme. Le NPA présente ses condoléances



DR

à sa femme Hélène (Maroussia), à ses enfants Gwenn et Hoel et à tous ses proches.

AUTOMOBILE Tavares: le salaire de la colère

Carlos Tavares, PDG de Stellantis, devrait se voir accorder une rémunération de 66 millions pour l'année 2021: 19 millions d'euros minimum, auquel on ajoute toutes les primes, les plans d'actions gratuites et la rémunération sur le long terme.

Un montant record pour des résultats records de l'entreprise, nous dit-on : les bénéfices nets ont dépassé 13 milliards d'euros l'année dernière.



WIKIMEDIA COMMONS

Exploitation accrue

Des résultats qui ne proviennent que de l'exploitation accrue des salariéEs en période de pandémie, de crise des semi-conducteurs et de transition énergétique. Autant d'occasions pour accentuer la flexibilité avec les suppressions des équipes d'intérimaires, l'arrêt des productions, les vagues de suppressions de postes ou la prise en charge des rémunérations par l'État grâce au chômage partiel. La prime pour les salariéEs, elle, ne s'élève qu'à 3610 euros net pour 100% de présence, un critère impossible à remplir en période de pandémie. Les ouvriers auront touché en prime annuelle la moitié de ce que Tavares touche par heure avec ses 180 000 euros par jour, week-end et jours fériés compris.

Des condamnations pour la forme

Du côté des candidats à la présidentielle : Marine Le Pen trouve le montant « choquant », Emmanuel Macron « inadmissible ». Même les actionnaires de Stellantis ont voté contre à une courte majorité (52,1%) mais ont approuvé le plan stratégique de Tavares pour 2030. Pas de quoi inquiéter Carlos Tavares : le vote n'est que consultatif et n'empêchera rien.

Des condamnations pour la forme : ce n'est pas la rémunération qui les gêne mais son étalage public en période d'inflation galopante, de baisse du pouvoir d'achats et de colère sur les salaires. Emmanuel Macron l'a clairement exprimé : « Il faut se donner des plafonds [...] qui rendent les choses acceptables, sinon la société, à un moment donné, explose. Les gens ne peuvent pas avoir des problèmes de pouvoir d'achat [...] et voir ces sommes »¹. Les salariéEs ont en effet toutes les raisons d'exploser et de réclamer leur dû : l'intégration de toutes les primes dans le salaire de base et de réelles augmentations qui permettent de couvrir l'inflation.

Adrian Lansalot

¹ - La Tribune, 15 avril 2022.



DR

en région comme à Lyon. Mis à part quelques exceptions, les présidences n'ont pas hésité à lock-outer les universités et basculer les cours en distanciel.

Malgré cela des assemblées générales se sont tenues, notamment autour de la préparation de manifestations prévues le samedi 16 avril et plus généralement

autour du second tour. Le mouvement pouvait dès cette semaine s'étendre aux lycéenEs, plusieurs blocages étaient prévus pour le mardi 19.

Certes, les manif de samedi n'étaient pas le raz-de-marée qu'on aurait pu attendre. Mais elles étaient essentiellement composées de ces jeunes qui souhaitent exprimer leur colère. Une tonalité anti-Macron, anti-Le Pen mais sans que les deux ne soient mis sur le même plan.

Un début prometteur

La préparation de la manif et les blocages sont loin d'être les seules perspectives de ces étudiantEs qui souhaitent continuer à se mobiliser contre l'extrême droite et le chantage électoral qui leur est fait. Il s'agit de s'adresser au reste de la jeunesse mais également à l'ensemble de la société : ce n'est pas par les urnes

que les choses changeront. Ce deuxième tour particulièrement prévisible en est la preuve ! Et peu importe l'urne, car cette fraction de la jeunesse qui a souvent voté Mélenchon a bien compris qu'elle n'avait rien à attendre non plus des législatives et d'une hypothétique « cohabitation » de gauche. Peu de ces jeunes se laissent bernés par l'illusion du « barrage du 3^e tour législatif » que certains militants de gauche ont défendu dans les AGs, mais lui préfèrent le 3^e tour des luttes : celui qui commence déjà dans la rue et sur les lieux de travail et d'études. Alors on ne peut qu'encourager dans cette voie cette jeunesse qui cherche à s'organiser et à se mobiliser dans la rue, pour dénoncer ce faux choix électoral. Si Le Pen est évidemment un poison raciste et réactionnaire, Macron et sa politique au service de la bourgeoisie ne sont en rien un barrage contre l'extrême

droite. En effet, Macron et les autres politiciens électoralistes de tout bord font le lit de l'extrême droite depuis 50 ans, moment de la création du FN, ancêtre du RN. Ils reprennent ses thèmes ou copinent avec elle, comme Darmanin, ministre de l'Intérieur de Macron, expliquant à Le Pen qu'il « aurait pu écrire son livre » et la trouvant « trop molle ». Quoi qu'il arrive le 24 avril, ces jeunes ont bien conscience qu'il ne faudra pas s'arrêter là. Le ou la locataire de l'Elysée sera un adversaire pour la jeunesse, et pour les travailleurEs, français comme étrangers. L'avertissement est clair : les jeunes ne se laisseront pas faire. Cet embryon de mouvement est un appui pour les mobilisations futures qui marqueront à coup sûr le quinquennat à venir. Alors, dès maintenant et encore plus après, tous et toutes dans la rue !

Emma Martin

Conseil politique national du NPA**Faire taire l'extrême droite, préparer la lutte contre le gouvernement**

Nous publions des extraits du texte d'orientation majoritairement adopté lors de la réunion du Conseil politique national du NPA des 16 et 17 avril.

Sur le terrain électoral, les tendances à l'œuvre depuis plusieurs années se confirment.

La situation politique se polarise

Progression de l'extrême droite (32%) qui a désormais deux visages, stagnation de la gauche et leadership de l'Union populaire en son sein, renforcement d'un bloc du «centre» autour de Macron au détriment du PS et, nouveauté, de l'autre parti de l'alternance, LR, tous deux tombés sous la barre symbolique des 5%. Dans ce contexte, la pression au vote utile a permis à l'Union populaire de siphonner l'ensemble des organisations de gauche, y compris notre campagne qui récolte 265 000 suffrages (contre 394 000 il y a 5 ans). Ces résultats expriment à la fois un rapport de forces dégradé et une polarisation, certes déformée par le mode de scrutin particulièrement antidémocratique, dans la situation politique avec, d'un côté un bloc réactionnaire dirigé par



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le Pen, de l'autre un bloc de classe dirigé par Mélenchon, et un centre en équilibre instable autour de Macron. Macron a su consolider une base sociale derrière lui, «la France qui va bien», qui représente les intérêts de secteurs entiers de la grande bourgeoisie appuyée sur les couches moyennes qui structurent l'appareil d'État, l'encadrement des grandes entreprises et des services publics, l'encadrement des forces de répression, une partie de la petite bourgeoisie économique. Tous ces secteurs de la population vivent mieux qu'avant, ont profité du confinement et des centaines de milliards d'euros

distribués. Ils constituent le socle de la domination de la bourgeoisie. [...] Nous avons eu raison de maintenir la candidature de Philippe Poutou dans cette élection si particulière, parce que nous en avions la possibilité, et de marteler qu'il n'y a pas de fatalité mais pas non plus de solution institutionnelle à la dégradation du rapport de forces. La construction des mobilisations, la reconstruction des organisations qui structurent notre camp, notamment syndicales, le front unique, sont des éléments fondamentaux face à Macron et à l'extrême droite qui ne peuvent trouver de raccourci

dans les urnes. C'était le sens de la campagne de Philippe Poutou. Beaucoup, sans voter pour nous, ont reconnu notre utilité. Mais face au danger que représente la prise des institutions de la 5^e République par un parti d'extrême droite, la fraction la plus combative de notre camp s'est résolue au vote Mélenchon dans les derniers jours de la campagne. Cela n'a pas suffi pour éliminer Marine Le Pen. L'option Le Pen, bien que minoritaire dans la bourgeoisie, pourrait bénéficier du rejet populaire de Macron et les prochains jours vont être dominés par l'affrontement entre deux

blocs réactionnaires soutenus par deux fractions différentes de la bourgeoisie française. Une victoire électorale de l'extrême droite n'est pas à exclure le 24 avril prochain.

Faire taire l'extrême droite, préparer la lutte contre le gouvernement

Notre rôle dans cette situation est de s'appuyer sur les acquis de notre campagne pour ne pas laisser seuls Macron et Le Pen polariser la situation. Il y a urgence à ce que des réactions aient lieu, dans la jeunesse, dans les lieux de travail et les quartiers populaires contre l'extrême droite et les politiques libérales. Des réunions unitaires de toute la gauche sont nécessaires pour construire la suite : contre l'extrême droite, pour les luttes sociales, et pour discuter de comment reconstruire un projet d'émancipation. Il s'agit de montrer que nous sommes prêts à discuter de tout, et à agir vite. Nous voulons construire une mobilisation contre l'extrême droite, en s'appuyant sur la compréhension qui existe dans les classes populaires du danger qu'elle représente. Mais il existe aussi une frange qui, par haine de Macron, voit d'un bon œil une victoire de Le Pen, voire pense voter pour elle. Nous devons expliquer sans faire de concession le danger spécifique que représente l'extrême droite, qu'une victoire de Le Pen serait

pire encore qu'un nouveau quinquennat de Macron, que cela libérerait les classes réactionnaires, les groupes fascistes. Nous argumentons pour que, dans les classes populaires, pas une voix ne se porte sur Le Pen, parce qu'il est vital que celle-ci soit battue dimanche 24 avril. Dans ce cadre, nous savons que certainEs utiliseront le bulletin «Macron» pour la dégager, tout comme il est tout aussi légitime de boycotter ce deuxième tour biaisé. L'essentiel est de mettre l'ensemble de notre camp social en mouvement pour empêcher l'accession de l'extrême droite à l'Élysée.

Les orientations et mots d'ordre du type «ni Le Pen ni Macron» sont problématiques car ils nient la spécificité de l'extrême droite et de son projet fasciste comme danger fondamental pour les libertés démocratiques et le mouvement ouvrier. De plus, dans la séquence, il n'est pas sûr que cela soit le levier le plus mobilisateur pour mettre des gens dans la rue, et cela peut aussi facilement être interprété en appel à l'abstention le dimanche 24 avril, ce qui n'est pas la position que nous défendons. Notre orientation exprime le rejet de l'extrême droite, la nécessité de se battre dès maintenant, la nécessité de construire un mouvement contre les politiques libérales que le gouvernement Macron va inévitablement mener, la préparation des mobilisations sur les retraites et les salaires. Notre orientation peut être résumée par l'idée «*Faire taire l'extrême droite, préparer la lutte contre le gouvernement*», ou encore «*Contre Le Pen et les politiques libérales, riposte sociale et antifasciste !*».

Elections législatives**Courrier du Nouveau Parti anticapitaliste à l'attention de l'Union populaire**

CherEs camarades,

Nous avons bien reçu votre courrier concernant les élections législatives, et nous nous félicitons de l'initiative que vous avez prise. Les résultats du premier tour de la présidentielle ont été le révélateur d'une situation politique et sociale de plus en plus polarisée, avec l'arrivée au second tour du pôle d'extrême droite (dont le total des voix dépasse celui de l'ensemble des candidatures de gauche) et du pseudo «centre» néolibéral-autoritaire, autour d'Emmanuel Macron. Un troisième pôle s'est également affirmé, représenté par la candidature de Jean-Luc Mélenchon, et c'est un élément positif dans un rapport de forces dégradé. La victoire de l'extrême droite est une possibilité sérieuse. Elle serait une catastrophe pour l'ensemble des classes populaires, en premier lieu pour les personnes étrangères, les musulmanEs, les personnes racisées, les femmes et les personnes LGBTI. L'urgence de l'heure est que pas une voix de notre camp n'aille à Le Pen, pour que l'extrême droite soit battue dimanche.

Mais nous savons bien, dans le même temps, qu'une victoire de Macron ne sera pas un répit pour le camp des exploités et des opprimés. Le président des ultras-riches a annoncé la couleur durant sa campagne : toujours plus de casse sociale (avec notamment la retraite à 65 ans) et de gestion policière/autoritaire de la conflictualité. Le NPA et Philippe Poutou l'ont répété durant cette campagne : sans tirer un trait d'égalité entre le candidat néolibéral-autoritaire et la candidate fasciste, il faudra dans tous les cas se mobiliser face aux attaques contre nos droits et face à la menace fasciste, pour obtenir enfin des victoires significatives et changer le rapport de forces. Cela passe par la construction de structures unitaires de coordination et de mobilisation. Mais nous savons aussi que les indispensables mobilisations ne peuvent se suffire à elles-mêmes. Il est urgent de reconstruire des outils d'organisation de notre classe : collectifs, associations, syndicats, partis... Nous l'avons, là aussi, répété durant la campagne : notre camp social est orphelin d'un outil politique à la hauteur des enjeux, d'une gauche radicale, décomplexée,

déterminée à en découdre avec le capitalisme et son personnel politique, et à faire face à la menace fasciste. Cet outil ne tombera pas du ciel. Il passera par des expériences collectives de mobilisation, par des discussions publiques entre forces politiques, par des dynamiques de reconstruction/recomposition. C'est aussi l'enjeu des batailles menées lors des échéances électorales, quand bien même ces dernières resteraient l'expression déformée des rapports de forces sociaux. C'est pour exprimer tout cela que nous avons présenté la candidature de Philippe Poutou à la présidentielle, autour d'une démarche et d'un profil singuliers, ainsi que d'un programme de rupture anticapitaliste et révolutionnaire, internationaliste, qui n'auraient su se confondre avec ceux de Jean-Luc Mélenchon et de l'Union populaire. La question des élections législatives se pose différemment. La raison essentielle est le constat du rapport de forces global, de l'urgence d'une riposte unitaire face à la classe dominante. De plus, il ne s'agit pas de voter pour un individu et un programme



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

élaboré par un courant, mais pour 577 personnes, avec la possibilité de trouver des médiations, des équilibres, des compromis, autour une dynamique transcendant les logiques d'appareil et/ou boutiquières. Pour toutes ces raisons, nous répondons favorablement à votre demande de rencontre pour discuter de la possibilité de candidatures communes aux élections législatives. Nous souhaitons une campagne regroupant diverses forces et collectifs, et se situant clairement dans une démarche à la fois de résistance à l'extrême droite et

aux politiques antisociales et de proposition d'une politique en rupture avec la gestion loyale du capitalisme. Il s'agirait d'enclencher une dynamique militante pour les élections et pour les luttes sociales, particulièrement contre le pouvoir qui sera issu de la présidentielle, une dynamique capable de jouer un rôle positif pour la mobilisation de notre camp social et la modification des rapports de forces globaux, très dégradés. Une campagne sociale, écologiste, antiraciste, contre toutes les oppressions et discriminations, portant les aspirations

démocratiques et émancipatrices qui se sont exprimées ces dernières années, notamment dans la jeunesse : augmentation des salaires, accueil des migrantEs et régularisation des sans-papiers, lutte contre le changement climatique, lutte contre les logiques guerrières, développement des services publics (en particulier dans la santé et l'éducation), lutte contre les oppressions, etc. Cette campagne devrait être menée en toute indépendance par rapport aux organisations de la gauche sociale-libérale, en particulier le Parti socialiste. Nous souhaitons une campagne commune et démocratique à la base mais aussi l'indépendance politique de chaque organisation (liberté pour chaque organisation de s'exprimer et défendre son programme) et des élu-e-s qui pourraient en être issuEs, une répartition cohérente avec le poids de chacune des circonscriptions éligibles et non éligibles, ainsi qu'une répartition cohérente des financements de l'État. Rencontrons-nous dans les jours qui viennent. Salutations anticapitalistes
Le comité exécutif du NPA,
le 19 avril 2022

Roman graphique

Des bébés et des enfants sont aujourd'hui volés en Ukraine par l'armée russe et les milices à sa solde. Objectif : en faire de « vrais russes » ! Le vol des enfants de militantEs révolutionnaires argentins dans les années 1970 répondait au même objectif et il est aujourd'hui connu grâce à la mobilisation quotidienne des mères et grand-mères de la « Plaza de Mayo ». Moins connu est le vol des enfants des militantEs de la gauche espagnole. Il a pourtant duré pendant des dizaines d'années et peut se chiffrer autour de 300 000 enfants. Ce scandale fut étouffé par la loi d'amnistie du 15 octobre 1977 où les partis dits de gauche s'engagèrent à ne pas remuer le passé en échange de la « démocratie ». C'est le thème central de cette BD qui interroge l'histoire au plus près en y mêlant les préoccupations d'une jeune lycéenne parisienne, petite-fille et arrière-petite-fille de militantEs espagnols.

Un secret de famille et de société

En pleine révision du bac, en 2001, María quitte précipitamment Paris pour se rendre à Barcelone au chevet de sa grand-mère Carmen hospitalisée d'urgence, complètement désorientée et ayant perdu la mémoire, la raison ou les deux. María rate son rendez-vous chez le gynéco alors que, suite à une soirée arrosée, elle est enceinte. Son père, Salvador, avocat débordé du barreau, la rejoint très vite. Inutile de dire que la vie du père et de l'enfant va être profondément bousculée. En effet, en cherchant à aider Carmen, María et son père vont découvrir dans le désordre de son appartement un obscur secret qui dévoile tout un pan de sa vie restée secrète ainsi

Ruptures : les bébés volés du franquisme

Scénario Laure Sirieix, dessins de Lauri Fernandez. Éditions Bang (Barcelone) 157 pages, 25 euros.

que celle de l'arrière-grand-mère décédée dans le silence quelques mois auparavant. Dans les années 1950, la pétillante Carmen a été envoyée à la prison de Les Corts (aujourd'hui devenue les « Galeries Lafayette » de Barcelone) alors qu'elle était enceinte. Qu'est devenu le bébé ? Pourquoi ni María ni son père n'ont-ils jamais entendu parler de cet enfant ? Serait-il l'un des bébés volés sous le régime de Franco ?

La guerre d'Espagne ne s'est pas arrêtée en 1939

En remontant le fil de la vie de Carmen, la mère de l'enfant volé et de sa mère Rosa, nous retrouvons le destin tragique des générations des années 1940 à 1960. Rosa a perdu son mari pendant la guerre civile et le fiancé de Carmen a disparu dans le maquis des années 1950. Les habitantEs de Barcelone subissent toutes les vexations possibles de la part des forces de répression et de l'Église catholique. Les militants de la Phalange n'hésitent pas à violer les femmes suspectées de rébellion avant de les envoyer dans des prisons sordides où les bonnes sœurs sont chargées de leur redressement et de la disparition des enfants, qu'ils soient le fruit d'un amour partagé ou du viol des tortionnaires franquistes. Les souvenirs refoulés affluent dans la mémoire de Salvador sur les comportements de sa mère et de sa grand-mère tandis que le séjour de Carmen en prison alors qu'elle est enceinte de son maquisard adoré est dévoilé sans fards. La



prisonnière parviendra à sauver puis exfiltrer son bébé malgré les innombrables tortures. Caché par la grand-mère et un réseau, il sera pourtant retrouvé par les franquistes suite à une dénonciation. Est-il vivant ? Dans quelle famille réactionnaire a-t-il été élevé ?

Dans les années 2000, le voile du passé commence à se lever Carmen, retirée de l'hôpital, avec la complicité de son infirmière, meurt en paix dans son appartement de Barcelone sans vraiment retrouver sa lucidité, mais mettra le père et la fille sur un indice. C'est là que l'histoire familiale rejoint l'histoire tout court. La multiplication des tests ADN pour des raisons de santé révèle que des milliers d'enfants des années 1950-1960 n'ont pas été engendrés par leur mère, et que les actes de naissance et de baptême ont été

falsifiés. Les bouches s'ouvrent, les charniers apparaissent. Nous ne raconterons par la suite de l'histoire familiale aussi bien de Maria que de Salvador son père, et de leurs multiples recherches, mais elle se trouve étroitement mêlée au devoir de mémoire. La BD se terminera d'ailleurs avec l'exhumation du monstre Franco de son mausolée d'« El Valle de los Caidos ».

Une BD pour tous les antifascistes amoureux de Barcelone

La scénariste de cette BD, Laure Sirieix, est une artiste polyvalente. Elle a joué dans le feuilleton « Plus belle la vie » et signé des scénarios pour les plus jeunes, mais elle connaît surtout son histoire espagnole sur le bout des doigts. La vraie Espagne, celle d'Andres Nin¹ et des anarchistes. Le dossier historique qui conclut la BD est en tout point remarquable. Lauri Fernandez, la dessinatrice, saura vous faire partager son amour pour Barcelone et son peuple. La « Plaça del Diamant »² n'aura plus de secret pour vous. Une nouvelle fois, les éditions Bang de Barcelone frappent fort. Souhaitons que la diffusion suive. Une BD à vous procurer dès le 22 avril chez votre librairie.

Sylvain Chardon

1 – Andres Nin était un révolutionnaire catalan ami de Trotski. Il a été enlevé à Barcelone, torturé et assassiné par les services secrets staliniens en 1937.

2 – La Place du Diamant est aussi un grand roman catalan de Mercè Rodoreda qui constitue une clef de cette BD.

Essais

La revanche du chien enragé, de Patrick Silberstein, et Staline, de Léon Trotsky

Éditions Syllepse, 220 pages, 10 euros, et Éditions Syllepse, Page 2 et M Éditeur, 1008 pages, 30 euros.

Les éditions Syllepse, Page 2 et M Éditeur viennent de publier une nouvelle édition de la biographie de Staline par Trotsky. Il s'agit de la première édition intégrale en français du manuscrit original, dont de larges parties ont été ignorées des éditions précédentes. Peu avant son assassinat en 1940 sur ordre de Staline, Léon Trotsky a entrepris d'écrire cette biographie. L'ouvrage est un portrait du militant géorgien qui s'est élevé par la ruse et la brutalité au sommet du Parti bolchevique, et surtout une analyse des bouleversements sociaux et politiques qu'a pu connaître la Russie soviétique et qui ont ouvert la voie à la dégénérescence des idéaux qui l'avaient portée.

«État ouvrier dégénéré»

En même temps que cette monumentale biographie (1000 pages), est publié un court ouvrage de Patrick Silberstein, *la Revanche du chien enragé* (reprenant un terme utilisé par les staliniens pour désigner les trotskistes). Ce livre constitue à la fois une évocation de l'emprise du stalinisme sur l'URSS et le communisme international et un rappel des débats sur la nature de l'URSS. L'auteur souligne que les oppositionnels de gauche des années 1920

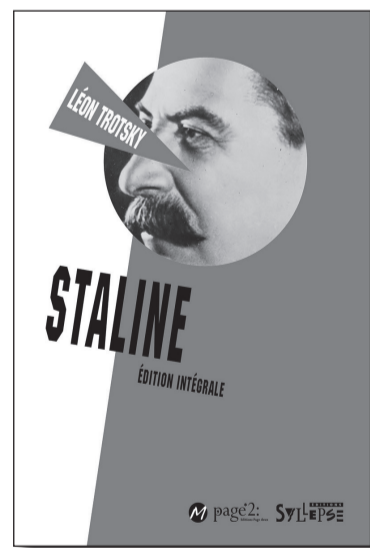


craignaient d'abord la restauration du capitalisme privé dans la foulée de la NEP alors que ce qui se jouait était l'ascension de la bureaucratie dans le cadre de l'économie étatisée. Citant un grand nombre d'auteurs (ce qui, malgré l'intérêt des références, peut rendre parfois la lecture un peu fastidieuse) Patrick Silberstein revient sur la notion d'« État ouvrier dégénéré ». Face à la dictature bureaucratique et policière, à la montée des privilèges et inégalités et à la durée de ce qui était souvent caractérisé comme une transition entre

capitalisme et socialisme, il montre les incertitudes des militantEs et penseurs oppositionnels. Il rappelle un certain nombre de métaphores aux implications différentes : le « pont » (qui reste un pont entre deux rives) d'Ernest Mandel ou l'« épave de voiture » de l'américain Ernest Goldman (l'épave a été une voiture mais n'en est plus une). Par ailleurs, certains soutenaient que l'URSS n'était plus qu'un capitalisme d'État, soulignant que la forme de propriété n'était plus l'élément déterminant de la question. Sur ce point, Patrick Silberstein cite un passage de la *Révolution trahie* où Trotsky ironise sur un paquebot étatisé mais où subsistent plusieurs classes : les passagers de première, fumant leurs cigares, se féliciteront de la propriété publique mais ceux des seconde et troisième classes seront plus critiques.

Réflexion sur le risque bureaucratique

Silberstein consacre aussi des développements au stalinisme d'après 1945 : le durcissement (avec un déchainement antisémite) en URSS après la libéralisation relative pendant la guerre, la mise au pouvoir dans les nouvelles « démocraties populaires » de partis qualifiés de communistes ou ouvriers mais



« génétiquement modifiés », et la servilité à l'égard de Staline des partis communistes occidentaux, dont en premier lieu le PCF.

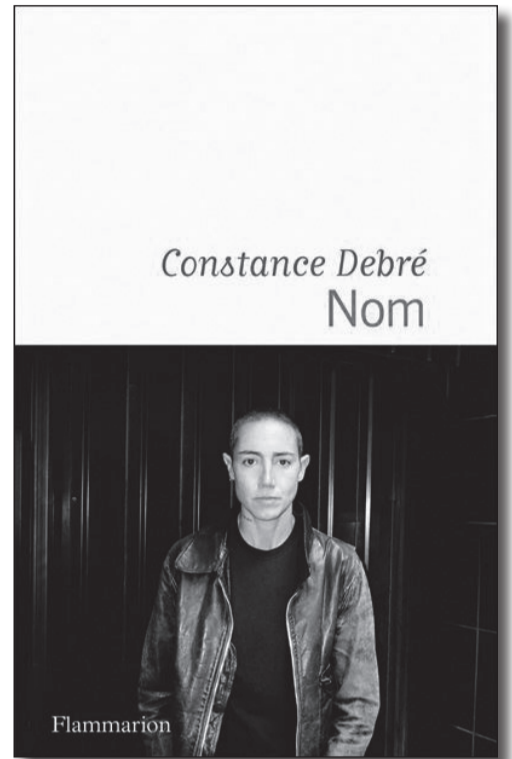
On peut considérer que les discussions sur la nature de l'URSS et le stalinisme appartiennent à une époque révolue et n'ont guère d'implications aujourd'hui. À l'encontre de cette idée, Patrick Silberstein souligne dès son introduction qu'elles ont encore une fonctionnalité pour les jeunes générations révolutionnaires. La propagande des tenants de l'ordre capitaliste continue de s'appuyer sur le fantôme de Staline pour discréditer toute tentative de rupture révolutionnaire. Si nécessaire que soit la révolution et la transformation socialiste, la réflexion sur le risque bureaucratique et les moyens d'y échapper est donc nécessaire.

Henri Wilno

Littérature

Nom, de Constance Debré

Flammarion, 176 pages, 19 euros



Le 11 avril 2022. Un goût étrange dans la bouche, coincé entre la rage et l'amertume... S'en débarrasser... Vite, un livre ! *Nom*, de Constance Debré, rencontré un peu par hasard, s'est imposé ! C'était le bon choix.

« Cette saloperie de bourgeoisie »

Une écriture tendue à l'extrême, une pensée acérée et radicale, les pages qu'il me fallait pour tout vider, à commencer par les lieux, qui puent décidément trop la fin de siècle ! Difficile d'évoquer cet ouvrage sans citer le programme politique de l'auteure, mais qu'il me soit permis de résister à cette tentation. L'auteure célèbre une sorte d'idéal solitaire, ou plutôt assume la nécessité impérieuse de passer au dénuement, à la solitude, en tant qu'hygiène de vie, jusqu'à fréquenter la mort. Elle ne dénonce rien, n'énonce pas une doctrine, mais nous fait part de son choix : n'être tenue par aucun lien, ne plus rien recevoir – ni transmettre – quand bien même elle ne serait pas dupe. Lucide, elle concède d'ailleurs : « je les déteste ces manières qui me disent que je peux toujours m'agiter, mais que cette saloperie de bourgeoisie, c'est du ferme, ferme, ferme. »

« Sans propriété sans famille sans enfance »

Constance a bien compris qu'elle n'échappera pas – au fond – à ce milieu, peuplé de ministres, d'aristocrates et de bourgeois. Elle ne revendique rien mais applique, pour elle, son programme de rupture et tend vers la liberté, au travers d'une poétique de la vie a-sociale, d'une marge étroite et pure, rompant avec l'attachement, spatial ou temporel. Constance dépouille son existence, au point de prendre simplement acte de ce « [qu'il] y a des choses qui me dégoûtent et des choses qui ne me dégoûtent pas. » et décide : « Je fais ce qui ne me dégoûte pas. » Constance vit « sans propriété sans famille sans enfance ». Surtout sans enfance. Elle déteste l'enfance, « pas pour mon enfance. Pour l'enfance », et ne comprend pas que l'on célèbre le « seul âge de la vie où l'on ne choisit rien ». Presque cruelle, elle nous jette à la face que « Papa maman est un cri d'esclave » ! Alors, il faut se barrer, « aller de plus en plus loin », être de plus en plus seul pour « se préparer à être beaucoup plus fort, pour survivre à tout. » Cette Constance là est alors disposée à accueillir la mort – celle de son père – et à rencontrer Camille, même si « [l]e mot amour, bien sûr, n'est jamais prononcé. »

Claude Moro

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

